

FICHE DE PRESENTATION

1. L'UNION RUSSO-BIELORUSSE: analyse géopolitique de la disparition programmée d'un Etat européen.

2. Chef d'escadron (Terre) SAMARAN Stéphane

3. 29 février 2000

4. Division B

5. Mémoire individuel de Géopolitique

6. Synthèse:

Quelques années seulement après son accession à l'indépendance, la Biélorussie a choisi d'unir étroitement son destin à la Russie. La faiblesse du sentiment national, l'isolement diplomatique, politique et économique de la Biélorussie rejoignent la recherche russe d'un atout stratégique face à l'élargissement de l'OTAN. La Communauté des Etats Indépendants sert de cadre à cette union entre deux pays souverains. Le niveau d'intégration dépendra de la volonté de la Russie d'assumer ou non la charge de la restructuration de l'économie biélorusse. Quatre hypothèses d'évolution sont étudiées en conclusion.

7. Mots clés:

Biélorussie, Russie (Fédération de), union, souveraineté, Communauté des Etats Indépendants (CEI), Pologne, Lituanie, Kaliningrad, élargissement de l'OTAN, identité nationale, sentiment national, enclave.

L'UNION RUSSO-BIELORUSSE:

ANALYSE GEOPOLITIQUE DE LA DISPARITION PROGRAMMEE D'UN ETAT EUROPEEN.

Plan de l'étude

- **Introduction**
- **La faiblesse du sentiment national biélorusse : nouvel échec du modèle occidental d'état nation**
- **Un Etat isolé dans le nouveau contexte européen**
- **La nécessité pour la Russie de restructurer une zone d'influence**
- **Conclusion : quel avenir pour l'union russo-biélorusse ?**

Bibliographie et témoignages.

- Aliaksandr ANTSIPENKA, conférence à l'IFRI 1999
- Eric BURNIER « Entre monde occidental et Russie : la Biélorussie », IUED Genève 1998
- Aymeric CHAUPRADE « Introduction à l'analyse géopolitique », éd. Ellipses Paris 1999
- Elena DANEÏKO, journal « la Pensée russe »
- Bruno DRWESKI, cours d'histoire polonaise et biélorusse à l'INALCO
- Valentin ELISEIENKO, journal « la Pensée russe »
- Serge ENDERLIN « Biélorussie, voyage dans un pays fantôme », 1996
- Bronislaw GEREMEK, ministre polonais des Affaires étrangères, discours du 16.12.99
- Metchislav KORNEVETS, journal « la Pensée russe »
- Valéria CHERHAVITSKAÏA, professeur à l'université d'Etat de Moscou
- Anatoli LEBEDKO, journal « la Pensée russe »
- Bohdan OSADTCHOUK
- Jean RADVANYI, cours de géographie de l'espace russe à l'INALCO
- Jacques RUPNIK, CNRS
- Alexandre SMOLAR, CNRS
- François THUAL, « Le désir de territoire », éd. Ellipses Paris 1999
- Charles URJEWICZ, cours d'histoire de l'espace post-soviétique à l'INALCO
- Sergueï VERTEÏKO
- Vitsouk VIATCHORKA
- *Bol'choï entsiklopeditcheskii slovar'* (Grand dictionnaire encyclopédique), Moscou 1998.
- *Entsiklopedia « Avanta + »*, Moscou 1998.

DATES IMPORTANTES DE L'HISTOIRE BIELORUSSE

- VI ème siècle : constitution en entités distinctes sur le territoire de l'actuelle Biélorussie de trois tribus slaves, les Drégovitches, les Krivitches et les Radimitches.
- IX ème siècle : développement du premier centre urbain, Polotsk.
- 987 : création de la principauté de Polotsk au sein de l'Etat de Kiev, la *Rous'* (Ruthénie).
- 988 : adoption officielle du christianisme par l'Etat de Kiev.
- 1240 : indépendance de fait de la principauté de Polotsk, suite à la désintégration de l'Etat de Kiev envahi par les Mongols.
- 1262 : début de la domination lituanienne.
- 1387 : rapprochement du grand-duché de Lituanie et du royaume de Pologne.
- 1569 : l'union de Lublin crée l'Etat polono-lituanien.
- 1596 : intégration de l'Eglise orthodoxe de Pologne-Lituanie au sein de l'Eglise catholique romaine.
- 1772 : premier partage de la Pologne.
- 1791 : deuxième partage de la Pologne.
- 1794 : troisième partage de la Pologne et intégration de la totalité des terres biélorusses à l'Empire russe.
- 1839 : cassation du rite uniaste en Biélorussie.
- 1861 : abolition du servage dans tout l'Empire russe.
- 1905-1906 : première révolution russe.
- 1906 : parution du premier journal en langue biélorusse.
- 1915 : début de l'occupation allemande.
- Février 1917 : deuxième révolution russe et abolition de la monarchie.
- Octobre 1917 : troisième révolution russe et prise du pouvoir par les bolcheviks.
- 25.03.1918 : proclamation de la république populaire de Biélorussie dans la zone sous occupation allemande.
- 01.01.1919 : proclamation de la république socialiste soviétique de Biélorussie par les communistes dans la zone sous contrôle russe.
- 1919-1921 : guerre polono-soviétique.
- Mars 1921 : le traité de Riga donne 40% du territoire biélorusse à la Pologne et laisse 60% à la république socialiste soviétique de Biélorussie.
- 30.12.1922 : création de l'URSS et adhésion de la RSS de Biélorussie.
- Septembre - novembre 1939 : occupation par l'armée soviétique de la partie polonaise et intégration à la RSSB.
- Juin 1941 – juillet 1944 : occupation par l'Allemagne nazie.
- 1945 : reconstitution de la RSS de Biélorussie, qui devient membre de l'ONU.
- 08.12.1991 : signature à Minsk de l'acte fondateur de la CEI
- janvier 1990 : reconnaissance du statut officiel de la langue biélorusse.
- 27.07.1990 : déclaration unilatérale de souveraineté.
- Juillet 1991 : proclamation d'indépendance.
- 10.07.1994 : élection à la présidence d'Alexandre Loukachenko.
- 14.05.1995 : référendum sur le drapeau, l'hymne national, l'intégration économique avec la Russie, la langue russe et le droit présidentiel de dissolution.
- 02.04.1996 : traité d'union visant à la réunification avec la Russie.
- 02.04.1997 : signature du traité d'union.
- 25.12.1998 : signature d'une déclaration commune d'unification.

INTRODUCTION

Après avoir accédé à l'indépendance en 1991 à la faveur de la dissolution de l'Union soviétique, la république de Biélorussie, souvent appelée *Belarus*, a emprunté dès 1995 une voie pour le moins originale en recherchant le rapprochement institutionnel avec la Fédération de Russie. Ce projet d'abandon volontaire de souveraineté devrait conduire à terme à la fusion des deux Etats en une entité unique dotée d'une citoyenneté et d'une Constitution communes. Cette fusion ne peut que surprendre, à une époque où la tendance en Europe centrale et orientale est davantage à l'émiettement et où l'on a souvent assisté, surtout dans la dernière décennie, à la naissance de mini-Etats nations. Il s'agit de pays dotés d'une forte identité nationale qui ne parvenaient plus à s'épanouir dans le cadre d'un Etat plus vaste ou d'une fédération dans laquelle s'était rompu l'équilibre entre les communautés. Aussi cette étude sur la Biélorussie doit-elle d'abord étudier les raisons de l'échec de la formation d'un véritable sentiment national. Comme cette faiblesse du sentiment national va de pair avec un isolement très net, tant vis-à-vis de ces voisins immédiats que sur la scène diplomatique européenne et mondiale, nous en déduisons la nécessité pour la Biélorussie de trouver une voie originale. Parallèlement, nous verrons comment ce malaise biélorusse rencontre la nécessité qu'a la Russie de se reconstituer une zone d'influence, au sein d'un espace post-soviétique manquant encore de cohérence. C'est de la conjonction de ces deux besoins que naît un projet d'union dont nous étudierons enfin les perspectives d'avenir.

I - La faiblesse du sentiment national biélorusse : faillite du modèle d'état nation dans un contexte post-colonial.

Etat continental sans accès à la mer, la Biélorussie est au plan géographique le prolongement oriental de la grande plaine germano-polonaise dont les grandes étendues planes, souvent marécageuses ou boisées, ne connaissent pas de limites naturelles. Le critère géographique ne pouvant être retenu pour le tracé des frontières, il a donc fallu recourir à l'histoire puisque les critères linguistiques, les plus généralement utilisés en Europe au cours du XX^e siècle ne permettent pas ici de discriminer les régions avec suffisamment de précision. Le rappel historique qui va suivre doit donc être considéré non pas comme un préalable académique à la présentation du pays, mais bien comme l'explication d'un processus complexe responsable de la déficience de l'identité nationale biélorusse.

1.1 – De lointaines origines communes slavonnes et orthodoxes.

Troisième rameau de la branche orientale de la famille slave, aux côtés de ses frères « grands-russiens » de Russie et « petits-russiens » d'Ukraine, le peuple « blanc-russien » est issu de la désagrégation au XIII^e siècle de la Rous' ou Ruthénie, Etat des grands - princes de Kiev. Les historiens restent aujourd'hui divisés sur l'origine de l'appellation « *Biéla Rous* » ou Russie blanche : pour les uns, c'est à cause de la position géographique, pour d'autres de la coloration claire des cheveux ou de l'habit traditionnel ou encore de la couleur de la liberté parce qu'il s'agissait de la partie des terres russes non occupée par les Mongols. C'est d'ailleurs cette dernière particularité qui valut aux terres biélorusses de suivre une destinée distincte du sort des autres principautés issues de l'Etat kiévien. En fait, c'est le hasard qui a permis en 1241 l'arrivée des messagers porteurs de la nouvelle de la mort du grand khan Ogodai, contraignant le conquérant Batu à retourner précipitamment en Mongolie pour participer à l'ouverture de la succession. Sans cela, il est très vraisemblable que les hordes de Batu eussent poursuivi leurs ravages au nord des principautés russes, devenues leurs vassales, jusqu'à la Baltique.

Cette précision n'a pas qu'un caractère anecdotique car, si elle permet d'expliquer comment l'Europe occidentale a pu échapper à l'invasion mongole, à une époque où elle n'aurait sans doute pas pu la contenir, elle montre de quelle façon a été scellé le destin du peuple biélorusse, slave de l'Est et orthodoxe mais condamné pendant des siècles à subir la domination d'Etats qui ont tenté de lui imposer une autre langue et une foi différente.

1.2 – La période lituanienne puis polonaise.

L'unification progressive au cours du XIII^{ème} siècle des principautés lituanienes, de culture balte et de religion païenne, face au danger représenté par les chevaliers teutoniques, de langue allemande et de confession catholique, aboutit à la formation du Grand-duché de Lituanie. Au début du XIV^{ème} siècle, sous l'impulsion de la dynastie Jagellon, la Lituanie se libère de la menace des Teutoniques au nord et à l'ouest et s'étend rapidement vers l'est et le sud-est. Cette extension territoriale est considérable, puisqu'elle englobe d'abord les terres biélorusses puis, à la faveur de l'affaiblissement de la Horde d'or mongolo-tatare, la plus grande partie de l'Ukraine. En 1386, le mariage de Ladislas II Jagellon avec l'héritière du trône de Pologne accroît encore le prestige de la dynastie lituanienne, désormais catholique et régnant sur deux Etats. L'union de Lublin en 1569 consacre la fusion en une entité unique, la *Respublica* polono-lituanienne, monarchie élective dont la langue officielle est théoriquement le latin, mais au sein de laquelle l'élément polonais est prédominant. Il s'agit surtout d'une véritable grande puissance européenne, dont le territoire s'étend de la Baltique à la Mer Noire. C'est aussi le bastion oriental du catholicisme face à la Réforme en Suède et en Livonie au nord et en Prusse à l'ouest, face à l'orthodoxie en Moscovie à l'est, et enfin face à l'Islam des Tatars et des Ottomans au sud. Très logiquement, donc, en 1596, l'union de Brest-Litovsk (aujourd'hui Brest, en Biélorussie) réalise un vieux rêve de la papauté en rattachant à Rome les communautés de rite byzantin sur le territoire de la *Respublica* polono-lituanienne, c'est-à-dire les églises jusqu'alors orthodoxes de Biélorussie et d'Ukraine mais restées orphelines depuis la chute de Constantinople. Ainsi naquit l'église gréco-catholique, dite aussi « uniate », de langue liturgique slavonne. Pendant encore deux siècles, les Biélorusses sont des sujets de second rang de cette grande Pologne qui, après avoir longtemps tenu tête à la Suède et à l'empire ottoman, succombe aux poussées hégémoniques de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. Trois partages successifs, en 1772, 1793 et 1795, la font disparaître, en tant qu'Etat, au profit de ces dernières.

1.3 – L'annexion russe.

Ainsi, après presque cinq cents ans, la Biélorussie retrouvait-elle sa famille naturelle, mais sans enthousiasme particulier. Dans les premiers temps, l'assimilation fut ici pourtant moins brutale qu'ailleurs. Alors qu'en Ukraine le remplacement des anciens propriétaires polonais par des nobles russes se concrétisa par l'instauration du servage, en Biélorussie la structure sociale traditionnelle fut préservée, avec une noblesse terrienne polonaise maintenue dans ses privilèges et des paysans biélorusses généralement moins mal lotis que leurs homologues russes. Au début, également, furent conservés le code de justice et le système scolaire polonais. Celui-ci bénéficiait à la fois d'un passé prestigieux, puisque l'université de Cracovie avait été fondée en 1364, et des réformes menées vers 1770 dans l'esprit des Lumières assuraient, au moins dans les villes, un niveau d'enseignement comparable à celui de bien d'autres pays européens de l'époque. Au plan religieux, le pouvoir impérial russe, d'une orthodoxie militante, découvrait pour la première fois la cohabitation forcée avec le catholicisme, que ce soit sous sa forme romaine en Pologne et Lituanie ou uniate en

Biélorussie et Ukraine occidentale. La situation était différente de celle qui prévalait dans les rapports avec les Tatars musulmans et les luthériens de Livonie qui, eux, ne présentaient pas le caractère éminemment suspect d'être en communion avec un chef spirituel établi hors des frontières. Cependant, en sa qualité de protecteur de l'Eglise orthodoxe depuis la suppression en 1700 de la dignité patriarcale, le tsar voulait traiter d'égal à égal avec le Pape et se devait donc de montrer une certaine tolérance à l'égard de ses sujets catholiques et uniates, malgré la méfiance suscitée depuis toujours par le caractère universel, donc contraire à l'autocratie russe, de l'autorité pontificale. De même, l'existence sur les territoires récemment annexés de nombreuses communautés juives, se distinguant du reste de la population par le costume, la langue yiddish et les traditions apparaissait comme un autre particularisme local.

Dans les années qui suivirent l'annexion, les souverains russes manifestèrent donc le désir de ne pas bouleverser l'ordre établi de la société dans les domaines administratif, culturel et confessionnel.

1.4 – La russification et la naissance d'un certain sentiment national biélorusse.

L'invasion par les armées napoléoniennes en 1812 devait mettre fin à cette relative bienveillance, non seulement à cause du chaos accompagnant les combats (comme la célèbre bataille de la Berezina, sur le sol biélorusse) et le passage des troupes en campagne, mais surtout en raison du soutien actif apporté par les Polonais à la cause française. Après la défaite de Napoléon Ier et le rétablissement de l'administration russe sur des territoires élargis par la création au Congrès de Vienne d'un royaume de Pologne purement symbolique, la méfiance à l'égard des Polonais fut le moteur d'une politique de russification croissante dans la partie biélorusse de l'empire.

La russification, pratique bien rodée depuis la seconde moitié du XVIème siècle, regroupe l'ensemble des mesures administratives, culturelles et religieuses visant à accélérer l'assimilation de chaque nouvelle province rattachée à la Russie. Commencée sous Ivan le Terrible après sa victoire en 1552 sur les Tatars du khanat de Kazan, elle accompagnait chaque conquête et la colonisation qui suivait, des monts de l'Oural jusqu'aux rivages du Pacifique.

La première étape était bien souvent militaire, immédiatement suivie, voire précédée par la prospection commerciale, signe de l'intense activité qu'ont toujours déployée les marchands russes pour développer les échanges, la troisième consistait en l'implantation de paysans, parfois forcée mais le plus souvent spontanée dans ce pays de plus en plus grand mais manquant cruellement de terres arables de bonne qualité. Suivaient enfin les fonctionnaires, chargés de l'administration du territoire, et les prêtres de l'Eglise orthodoxe russe. On a là le schéma classique du processus de colonisation, tel qu'il a pu être mis en place par les Portugais, les Espagnols, les Hollandais, les Français et les Anglais sur leurs territoires d'outre-mer. La spécificité russe réside dans la particularité continentale d'un empire qui, hormis l'exception de l'Alaska, s'est étendu sans franchir les océans. L'Empire russe se rapproche ainsi de son grand rival séculaire, l'Empire ottoman. Un empire continental facilite les échanges et rend théoriquement plus efficace l'administration, à condition de disposer d'un grand nombre de relais. Ces relais étaient constitués par les centres de peuplement, villes et villages majoritairement ou en proportion croissante habités par des Russes. Ce sont les foyers de rayonnement et de propagation de la langue et la culture russe.

Dans le cas de la Biélorussie, les villes existaient depuis des siècles et étaient habitées par des nobles polonais et des marchands juifs, deux catégories de sujets qu'il n'était pas imaginable

de convertir ni à une culture ni à une foi étrangères. Tout au plus pouvait-on espérer répandre l'usage de la langue russe pour faciliter les échanges commerciaux et unifier l'administration. Dans les campagnes, il était difficile d'implanter beaucoup de colons à cause de la superficie relativement réduite des terres cultivables et surtout de l'attrait supérieur des terres vierges de Sibérie. La russification devait donc reposer sur un berceau de mesures autoritaires et sur la pratique de la politique consistant à diviser pour régner.

La première tâche fut donc de chercher à dissocier le bon peuple de l'influence polonaise. C'est donc tout le tissu social traditionnel, tel qu'il avait été préservé dans les premières décennies de l'annexion russe, qu'il fallait réorganiser au profit du pouvoir russe.

Le peuple biélorusse a amorcé sa prise de conscience identitaire au milieu du XIX^{ème} siècle, comme d'ailleurs la plupart des peuples d'Europe centrale et orientale, mais dans une ambiance moins tumultueuse. L'écrasement de la révolte polonaise en 1830 par les troupes du tsar Nicolas I^{er} avait fortement marqué les esprits dans la région, et la vague révolutionnaire et de contestations nationalistes qui traversa l'Europe en 1848 n'eut ici que peu de retentissement. Il faut dire que Nicolas I^{er} avait bien pris soin d'effacer toute trace de reconnaissance officielle de particularisme local en mettant fin en 1839 à l'uniatisme par le rattachement de l'Eglise catholique de rite byzantin à l'Eglise orthodoxe russe (cette mesure ne concerna pas les églises de rite latin, surtout fréquentées par les Polonais et Lituaniens), puis en interdisant en 1840 l'appellation de Biélorussie pour la remplacer par le terme administratif de « Gouvernement du Nord-Ouest ».

Sous son successeur Alexandre II, le « tsar libérateur » qui avait aboli le servage mais dont la censure s'exerçait sans faiblesse sur la production littéraire, l'interdiction de publier des œuvres en langue biélorusse tomba au moment où un intense travail d'épurement visait à structurer et unifier celle-ci. Après l'adoption définitive de l'alphabet cyrillique sous sa forme ukrainienne, les dialectes répandus dans la province, tout en gardant de nombreux apports polonais, étaient progressivement réadaptés à la grammaire russe pour se fondre en une langue littéraire unique. Il est sans doute ironique de constater que les meilleurs promoteurs de cette refonte linguistique furent les nationalistes polonais qui, dans leur volonté de rallier le plus large soutien possible, publiaient en biélorusse leurs écrits contre le régime tsariste, montrant ainsi davantage de considération que ce dernier pour l'identité culturelle biélorusse.

C'est d'ailleurs ce problème de la faible diffusion culturelle qui contribua à empêcher la formation d'élites biélorusses. La politique tsariste en matière d'enseignement visait, tout en tentant d'imposer la russification, à maintenir la population dans un niveau d'éducation ne lui permettant pas de prétendre à la participation à l'administration, encore moins de revendiquer l'autonomie. Encore cette politique visait-elle essentiellement les sujets de souche polonaise, à la fois plus suspects d'insoumission et plus facilement scolarisables puisqu'ils résidaient surtout dans les villes. Dans les campagnes, il n'y avait quasiment pas d'écoles, sauf là où le prêtre, qu'il fût catholique ou orthodoxe, possédait lui-même le niveau scolaire et les capacités pédagogiques pour enseigner, ou lorsque quelques aristocrates éclairés décidaient d'éduquer les enfants de leurs paysans. Le taux d'alphabétisation était donc globalement très faible : au recensement de 1897, il apparaissait que moins d'un habitant de la Biélorussie sur quatre savait lire et écrire, toutes régions et origines nationales confondues, ce qui signifie que le monde rural était pratiquement analphabète.

La population « biéloruthénophone » (selon l'appellation donnée par M. Drweski), vivant majoritairement dans les campagnes, ne disposait pas des caisses de résonance que constituaient pour d'autres peuples, comme les Polonais, les Lituaniens ou les Juifs,

l'existence d'une diaspora hors des frontières de l'empire russe, d'une Eglise nationale, d'une aristocratie ou d'une bourgeoisie.

C'est la révolution industrielle, plus tardive et plus lente qu'ailleurs, qui permit le développement des villes, condition nécessaire à l'essor culturel. Ces villes étaient certes de dimensions modestes, puisque Minsk, la plus grande, atteignait à peine 91 000 habitants en 1897, alors que la deuxième, Vitebsk, ne dépassait guère 65 000 habitants. La capacité d'attraction s'accrut néanmoins de façon notable et Minsk devint un centre culturel où la bonne société polonaise et les hauts fonctionnaires russes attiraient peintres et musiciens et favorisèrent l'émergence d'intellectuels d'origine paysanne. Ces derniers apportèrent à la culture « officielle » la marque des traditions populaires. Ils s'intéressèrent aussi à la littérature socialiste et plus particulièrement aux thèses agrariennes des socialistes révolutionnaires qu'ils propagèrent à leur tour en retournant dans leurs campagnes.

La révolution industrielle modifia les structures sociales traditionnelles par la formation d'un prolétariat ouvrier. Ces ouvriers, pour la plupart polonais ou russes, découvrirent le socialisme par l'intermédiaire de la propagande marxiste.

Pendant la crise révolutionnaire qui secoua l'empire russe en 1905 et 1906, les émeutes paysannes, grèves et manifestations furent nombreuses, souvent spontanées, assidûment suivies mais réprimées dans le sang.

1.5 – La première guerre mondiale, la révolution et l'éphémère indépendance.

Avec la Première Guerre mondiale, cette province russe allait connaître l'invasion et les combats, puis le partage territorial. Alors que les armées russes étaient parvenues jusqu'au printemps 1915 à contenir la pression allemande en Prusse orientale et en Pologne et avaient même remporté quelques succès en Galicie contre les troupes austro-hongroises, l'état-major allemand fut contraint de déployer de nouvelles forces sur le front de l'Est. L'attaque déterminante de la 11^{ème} Armée de Mackensen à Gorlice-Tarnow en mai 1915 provoqua le repli des Russes et une progression du front sur une profondeur atteignant plus de 400 kilomètres en moins de quatre mois. A la fin de cette offensive la Pologne, la Lituanie et le tiers occidental de la Biélorussie étaient occupés.

Dans les deux tiers restant, la désorganisation de la vie économique et de l'administration locale, aggravée par l'afflux d'un demi - million de réfugiés en provenance de la zone occupée, était extrême. Du fait de la mobilisation et du recentrage de l'activité industrielle sur l'effort de guerre, la moitié des terres cultivables restait en friches et la production agricole était à son plus bas niveau. Le ravitaillement en vivres des troupes, prioritaire, étant déjà déficient, celui des villes se trouvait cruellement compliqué par le manque de moyens de transport. La pénurie qui en découlait provoqua d'abord l'inflation puis la famine. Cette partie de la Biélorussie était devenue un terreau fertile pour l'éclosion des idées révolutionnaires qui avaient bien germé depuis 1905. La propagande socialiste était d'autant mieux reçue dans les rangs éprouvés de l'armée que la proximité du front était renforcée par la nette perception de la désorganisation économique et politique de l'arrière.

Après l'abdication de Nicolas II le gouvernement provisoire, respectueux des engagements de la Russie envers ses alliés, poursuivit la guerre sans parvenir à rétablir militairement la situation ni à améliorer le fonctionnement des provinces occidentales, où les comités révolutionnaires fleurissaient dans les usines, les campagnes et même l'armée.

La révolution socialiste d'octobre 1917 porta au pouvoir à Petrograd les bolcheviks dont la première priorité était de mettre fin à la guerre coûte que coûte.

En mars 1918, le traité de Brest-Litovsk (aujourd'hui Brest, en Biélorussie) mettait fin à la guerre entre l'Allemagne et la Russie bolchevique au prix d'énormes concessions territoriales

pour cette dernière, à savoir la Pologne, l'Ukraine et plus de la moitié de la Biélorussie. C'est dans cette moitié occupée que se constitua dès le 25 mars 1918, sous l'action du Congrès pan-biélorusse formé de partis socialistes mais anti-bolcheviks, une république populaire de Biélorussie, dont l'autonomie fut limitée par les autorités allemandes de façon à endiguer la montée du radicalisme.

Dans la partie restée libre, les comités révolutionnaires, favorables à la formation d'une république socialiste autonome au sein d'un Etat russe fédéral, s'organisèrent rapidement sous l'impulsion des bolcheviks ici majoritaires. La structure qu'ils mirent en place allait servir d'embryon à l'éphémère république socialiste soviétique de Biélorussie, formée le 1^{er} janvier 1919. Celle-ci n'eut toutefois pas le temps, ni peut-être le désir, de mettre sur pied la nécessaire réforme agraire et se contenta de nationaliser les grandes propriétés foncières.

A la fin de la guerre et à la faveur du partage du pays se sont donc organisés les deux grands courants politiques : socialiste paysan et communiste bolchevique. Il n'y a donc pas de place pour un vrai mouvement national, à la différence de la plupart des autres pays d'Europe centrale et orientale qui, eux, opposaient un parti nationaliste à un parti socialiste.

A l'issue de la capitulation de l'Allemagne et du départ de ses troupes des régions occupées se posa le problème du tracé des frontières en Europe et plus particulièrement de celles de l'Etat polonais. Cette recreation de la Pologne en tant qu'Etat souverain ne pouvait se faire qu'au détriment des défunts empires allemand, austro-hongrois et russe sur la base des territoires regroupant la plus forte concentration de Polonais. Ce principe, équitable en théorie, conduisit à des situation difficilement gérables, comme la position enclavée de la Prusse orientale isolée du reste de l'Allemagne par le couloir polonais de Dantzig/Gdansk, tout en créant des frustrations polonaises à l'est, là où la Pologne estimait se voir attribuer des territoires historiquement dans sa mouvance mais laissés sous la domination de la Russie soviétique.

Ces revendications sur la Biélorussie et une partie de la Lituanie conduisirent la Pologne, aidée par la France et la Grande-Bretagne, à entrer en guerre dès février 1919 contre la Russie soviétique secouée par la guerre civile. En moins de trois mois, les armées polonaises occupèrent Vilnius et Minsk et contrôlaient la majorité du territoire biélorusse. Pour le chef de l'Etat polonais, le général Pilsudski, l'objectif politique de ces conquêtes était la formation d'un Etat fédéral, démocratique et multinational qui aurait représenté un rempart face au bolchevisme. Les Biélorusses, éprouvés par la guerre, accueillirent cette invasion polonaise avec flegme. Les Polonais commirent cependant une lourde erreur politique en réinstallant les propriétaires nobles, forcément polonais, sur leurs anciens domaines : ce geste était le reflet d'une volonté clairement conservatrice et qui augurait mal du statut qu'auraient les Biélorusses au sein de ce futur Etat fédéral. Pour les paysans, qui aspiraient maintenant au démembrement des grands domaines fonciers et à la distribution des terres en libre propriété, le retour des grands féodaux était un cinglant affront. De plus, le maintien des réquisitions au profit cette fois des troupes polonaises était un lourd fardeau pour un peuple déjà exsangue que l'on continuait à maintenir en état de guerre. La situation n'était alors pas meilleure en Russie soviétique, déchirée par la guerre civile entre l'Armée rouge et les troupes des Blancs, mais les paysans biélorusses se mirent à regretter les bolcheviks et beaucoup rejoignirent des unités de partisans soviétiques. Aussi, lorsqu'au printemps 1920 les Soviétiques lancèrent une vigoureuse contre-attaque, ils furent plus reçus en libérateurs qu'en agresseurs et purent plus facilement reconquérir les territoires occupés. Le 1^{er} août 1920 était restaurée la république socialiste soviétique de Biélorussie. Une nouvelle contre-offensive polonaise réduisit quelques jours plus tard le gain soviétique à 60% du territoire biélorusse. Le traité de Riga de mars 1921 entérina cette situation en attribuant à la Pologne les 40% qu'elle occupait.

Ce partage devait durer jusqu'à la deuxième guerre mondiale : pendant vingt années allait fonctionner une expérience unique pour le peuple biélorusse, séparé en deux pour la première fois de son existence.

Une étape décisive avait été franchie en peu de temps puisqu'à la faveur de la guerre s'était déclarée une indépendance, souvent illusoire, toujours menacée, mais désormais trace indélébile de l'existence d'une nation biélorusse.

Prenait fin également une période de six ans et demi de conflits qui laissait le pays en ruines.

1.6 – La Biélorussie dans l'entre-deux-guerres.

Intégrée dans l'URSS le 30 décembre 1922, la RSS de Biélorussie était donc constituée des territoires arrachés lors du traité de Riga à la Pologne, cette dernière conservant 40% de l'actuelle superficie du pays jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Destinée à servir de vitrine du nouveau régime vis-à-vis de l'extérieur, la jeune république put jouir durant la première décennie d'une réelle autonomie et devint de droit une société multiculturelle dans laquelle étaient reconnues quatre langues officielles, le biélorusse, le russe, le polonais et le yiddish. Le découpage administratif prit en compte la présence de fortes minorités polonaises par l'octroi d'un statut d'autonomie territoriale, et partout dans le pays les minorités polonaises et juives reçurent le droit à la différence culturelle. Parallèlement à ces mesures était encouragé le développement de la culture biélorusse, stimulée au contact des autres courants culturels.

Cependant cette société devait s'imprégner du marxisme pour évoluer vers le socialisme, en attendant le passage à l'ultime étape du communisme ; par conséquent, il convenait de mettre fin aux pratiques religieuses, jugées désuètes, et à l'existence de la noblesse et de la bourgeoisie, réputées ennemies de la classe ouvrière et paysanne. Ces deux types de répression furent plus durement ressenties par les minorités polonaises et juives que par la population de souche biélorusse, qui avait depuis longtemps appris à ne pas trop s'attacher à une confession religieuse et qui n'avait pas d'élites sorties de ses rangs.

De fait, la paysannerie apportait pleinement son soutien au régime soviétique de Minsk depuis qu'il avait renoncé à collectiviser les terres et choisi de démembrer les anciens *latifundia* pour en distribuer les parcelles en libre propriété aux paysans les moins favorisés.

Néanmoins cette concession à la petite propriété paysanne devait être de courte durée, sous la pression de réalités incontournables. L'émiettement des terres était considéré comme un double frein au progrès en ne permettant pas la mécanisation, seule capable d'augmenter les rendements agricoles, et en maintenant dans les campagnes la main d'œuvre indispensable au développement de l'industrie. La Biélorussie n'échappa donc pas, malgré un court répit, au mouvement général de collectivisation des terres mis en place en URSS dès le début des années trente pour participer humainement et financièrement à l'industrialisation, véritable priorité dans la planification de l'économie socialiste. La mise en œuvre, initialement soumise au volontariat, aboutit finalement ici comme ailleurs aux mesures coercitives et à la répression des mécontents. Cette répression fut sans doute moins sanglante qu'en Russie et bien moins qu'en Ukraine, dont la paysannerie fut sacrifiée sur l'autel de l'industrialisation. Les raisons en sont la moindre qualité des sols et aussi la très faible opposition politique.

La centralisation du régime stalinien conduisit à la limitation de l'autonomie biélorusse sans soulever de protestations significatives, qui auraient d'ailleurs été réprimées immédiatement sans faiblesse, parce que l'identité nationale ne présentait pas de caractère suffisamment structuré. Les Biélorusses semblaient en général se satisfaire du maintien des mesures protégeant les langues nationales et de l'absence de discrimination pour l'accès à l'enseignement. L'éducation est d'ailleurs, de tous les éléments de progrès apportés au cours

de la période soviétique, celui qui a contribué à l'adhésion du plus grand nombre et engendré les plus grands succès. La Biélorussie quasiment analphabète de 1918 ne pouvait, faute d'un nombre suffisant de cadres, accéder au développement : le processus d'industrialisation s'accompagna de la création de nombreuses écoles.

Globalement la situation des habitants de la RSS de Biélorussie s'avérait meilleure que celle de leurs compatriotes restés dans les territoires annexés à la Pologne, citoyens de second rang, laissés en marge de la vie économique et sociale. Seule la démocratie parlementaire polonaise permit le développement d'un moyen d'expression de la communauté biéloruthénophone, par le biais de divers courants politiques dont le plus actif fut la *Hromada* (du nom de la collectivité traditionnelle des paysans biélorusses) d'inspiration socialiste agrarienne mais se réformant progressivement pour militer pour le rattachement à la RSSB, devenue modèle économique, social et culturel.

La deuxième guerre mondiale devait mettre fin à cette partition de la Biélorussie avant même l'entrée directe de l'URSS dans le conflit. Tirant parti de la non intervention militaire de la France et de la Grande-Bretagne contre l'Allemagne pour défendre la Pologne, l'URSS mit en application les clauses du pacte germano-soviétique d'août 1939. C'est ainsi qu'en septembre 1939, l'Armée Rouge profita de la défaite des Polonais face aux troupes allemandes et de la chute du gouvernement de Varsovie pour occuper la partie occidentale de la Biélorussie et de l'Ukraine. Le 28 septembre 1939 était signé avec l'Allemagne un traité « frontalier et d'amitié » qui garantissait à l'Union soviétique la possession de ces territoires. Le plébiscite d'octobre 1939 ne fut qu'une pure formalité administrative destinée à montrer l'adhésion de la population et à calmer les inquiétudes de la Société des Nations.

Sur un plan historique général cette annexion est le premier pas d'un processus visant à récupérer l'essentiel des territoires ayant fait partie de l'Empire russe jusqu'en 1917. Il aboutit en 1940 à l'annexion des trois républiques baltes et à la reprise sur la Roumanie de la Bessarabie et du nord de la Bukovine, mais se heurtant à la résistance de la Finlande à laquelle ne serait arraché que l'isthme de Carélie. Dans le cadre plus restreint de l'histoire de la deuxième guerre mondiale, cet épisode se situe dans la période de répit que Staline avait cherché à allonger au maximum pour préparer l'URSS à l'inévitable confrontation avec l'Allemagne nazie.

1.7 – L'occupation nazie : collaboration et résistance.

L'attaque surprise par l'Allemagne nazie de l'URSS dans la nuit du 21 au 22 juin 1941 concerna en premier lieu la Biélorussie dont le territoire, après des combats acharnés fut totalement conquis à la fin du mois d'août. Aussitôt s'organisa la résistance populaire sous l'impulsion des militants communistes qui mirent sur pied des réseaux clandestins, des formations de partisans, des groupes de sabotage et une presse clandestine. Les partisans étaient aussi bien biélorusses de souche que polonais, russes ou juifs ; la plupart appartenaient à des réseaux soviétiques, mais beaucoup de Polonais et de Juifs servaient dans les réseaux de résistance créés par le gouvernement polonais en exil à Londres. Le mouvement atteint une telle ampleur que les autorités allemandes d'occupation décidèrent d'organiser à leur profit un mouvement nationaliste biélorusse à partir d'éléments anticommunistes recrutés parmi des intellectuels exilés en Pologne et en Allemagne. Dès juillet 1942 naissait une organisation à but officiellement social et caritatif mais dont les membres, manipulés par les nazis qui leur faisaient miroiter la possibilité de création d'un Etat biélorusse indépendant, devaient servir à noyauter la population. Ayant besoin de relais dans la lutte contre la résistance et pour la diffusion de la propagande anticommuniste, antisémite, antipolonaise et antirusse, les nazis

encouragèrent les nationalistes à former en 1943 un Conseil central biélorusse doté de pouvoirs de police et même d'unités de défense territoriale équipées d'armement léger. La nouvelle province du Reich ainsi administrée dans le cadre d'une autonomie illusoire reçut même un nom exhumé du passé, *Bielarous'*, mais dont la graphie en caractères latins était pour la première fois établie dans sa transcription allemande de *Belarus*. La police locale s'acquittait avec zèle de ses missions d'arrestation des Juifs, tandis que les troupes d'occupation construisaient les camps de travail et d'extermination et organisaient les massives déportations en Allemagne de main d'œuvre biélorusse au titre du service du travail obligatoire (au total 380 000 hommes). En réponse à l'activité croissante de la résistance qui gênait considérablement les communications entre l'Allemagne et le front de l'Est, l'intensification de la répression ne laissa plus aucun doute sur les réelles intentions de l'occupant qui étaient de saigner à blanc le pays et d'asservir sa population. Dans la chasse aux partisans, des centaines de villages furent incendiés et leurs habitants brûlés vifs. Si la libération de la Biélorussie a été acquise grâce aux offensives de l'Armée Rouge qui, de l'automne 1943 à juillet 1944 permirent de reconquérir la totalité du territoire, il faut souligner l'ampleur de l'action de la résistance biélorusse qui, avec 12 000 partisans en 1941, 80 000 à la fin de 1942 et 370 000 à la fin de 1943, a harcelé en permanence les patrouilles, convois de ravitaillement et garnisons de l'ennemi et contribué à sa désorganisation en lui infligeant de lourdes pertes.

Il est difficile en revanche de cerner le volume exact des collaborateurs, en dehors des effectifs bien connus de la police et des unités territoriales, à savoir 25 000 hommes. Mais plus que la notion quantitative, c'est surtout le discrédit durable porté au mouvement nationaliste en Biélorussie qui doit être retenu. Même si c'est au nazisme que revient la responsabilité finale du désastre humain qui a pris la vie de 2,2 millions d'habitants, dont la quasi-totalité de la population juive et 750 000 civils de nationalité biélorusse, les collaborateurs ont à jamais terni l'image d'un certain nationalisme limité aux frontières de la Biélorussie. A l'opposé s'est forgée au cours de la guerre une autre forme de patriotisme, incarnée par les partisans communistes, et l'histoire officielle soviétique a su exalter leur bravoure et leur sacrifice.

1.8 – La RSS de Biélorussie de 1945 à 1990.

Récompensée de son martyre et de son courage, tout comme l'Ukraine, par l'attribution du statut d'Etat membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies, la RSS de Biélorussie bénéficia pour sa reconstruction d'un grand effort de solidarité. Les mesures autoritaires imposées par le dirigisme économique soviétique furent d'autant mieux accueillies qu'elles étaient nécessaires pour rebâtir le pays quasiment *ex nihilo*. Ce système permettait l'utilisation la plus rationnelle possible le potentiel humain disponible et d'orienter ses efforts sur la production des biens et produits de base les plus indispensables à la reprise du développement. Il fut aussi le plus adapté dans la mesure où il n'y avait pas de tradition d'entreprise individuelle. C'est pourquoi les résultats furent rapides et impressionnants, que ce soit dans l'agriculture, la production industrielle, l'électrification, la construction de logements et la consommation : dès 1950, le pays avait rattrapé voire dépassé le niveau d'avant-guerre.

Dans le domaine de l'éducation et de la culture, les progrès et innovations furent considérables et permirent de combler l'immense retard accumulé dans le passé. Toutefois ce succès du secteur éducatif et culturel fut surtout le triomphe de la russification. Ceci s'explique d'abord par des raisons pratiques puisque l'effort de solidarité se traduisait souvent par l'implantation en Biélorussie des cadres russes indispensables à la formation. Les raisons

politiques ne sont pas étrangères puisque l'intégration de la société soviétique était un objectif primordial, dont la logique voulait qu'il se réalisât sur un socle culturel commun.

La répression apparemment mesurée des collaborateurs et les privilèges sociaux accordés aux anciens combattants et partisans donnèrent l'image d'une société juste où les valeurs patriotiques étaient incarnées par l'Armée, qui avait vaincu l'Allemagne nazie et dont le prestige était d'autant plus mérité qu'elle n'avait pas été utilisée dans les purges d'après-guerre.

On a donc ici les trois composantes de la conscience politique du peuple biélorusse telle qu'elle a pu se constituer au cours des quarante années qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale : foi dans les valeurs du communisme qui ont permis le redressement du pays, reconnaissance de la langue russe comme vecteur incontournable de la culture et attachement à une unique patrie soviétique dont les militaires sont les valeureux défenseurs.

On ne peut bien sûr pas passer sous silence l'embrigadement général de la société ni la propagande active qui, de l'école au service militaire, a permis tout au long de la période de guerre froide de former des citoyens loyaux. Un tel conditionnement ne peut que contribuer à la perception affichée du succès du régime soviétique. Cependant les méthodes ont été analogues dans toutes les autres républiques composant l'URSS et n'y ont pas empêché l'émergence de mouvements nationalistes dans les années quatre-vingt, alors qu'en Biélorussie celle-ci ne se dessina que tardivement et de manière presque fortuite.

En 1988, l'archéologue Zénon Pozniak révéla l'existence de charniers de plus de 300 000 personnes exécutées par l'armée soviétique entre 1937 et 1941 dans la forêt de Kuropaty près de Minsk. Bien que ce chiffre n'ait à ce jour pas été confirmé, l'émotion fut grande dans le pays en découvrant l'ampleur des purges ordonnées par Staline, ici comme ailleurs en URSS, avant la deuxième guerre mondiale. Il apparut ainsi au grand jour que cette dernière, par les atrocités plus nombreuses encore, avait opportunément servi aux autorités soviétiques de paravent pour dissimuler le volume des victimes des répressions perpétrées contre le peuple à la fin des années trente. Cette révélation, par l'indignation générale qu'elle suscita dans une population brusquement tirée d'une amnésie savamment orchestrée depuis des décennies, permit la renaissance de la tendance nationaliste avec la création du Front populaire biélorusse, présidé par Zénon Pozniak. Les manifestations organisées par ce mouvement illégal furent interdites par les autorités de la RSSB, de même que fut refusée la cérémonie d'enterrement solennel des victimes de Kuropaty selon les rites traditionnels. Pour la première fois était sérieusement flétrie l'image jusqu'alors idyllique de la patrie socialiste, et le mouvement nationaliste, longtemps ostracisé pour cause de collaboration retrouvait, sinon le droit de cité, du moins un aspect recommandable.

1.9 – L'indépendance et l'échec du mouvement nationaliste.

De manière apparemment peu concertée, alors que la déclaration de souveraineté votée par le Soviet suprême de Minsk le 27 juillet 1990 était plus un signal d'alerte de la nécessité de réexaminer les relations avec le pouvoir central qu'une marque solennelle du désir de sécession, l'indépendance de la Biélorussie s'est imposée en réaction à la désintégration des structures politiques de l'URSS après la tentative de putsch d'août 1991.

Minoritaire au moment même de la déclaration d'indépendance du 25 août 1991, le mouvement nationaliste toujours incarné par le Front populaire, parvint cependant à instiller des idées et un programme minimum au Parti communiste biélorusse qui en manquait

singulièrement. Au cours de la période de « flou artistique » entre la déclaration d'indépendance et la dissolution officielle de l'URSS, le 8 décembre 1991, le Front populaire parvint à gagner une portion honorable de l'opinion, sans doute plus par bon sens que par un réel enthousiasme. Ce soutien populaire dura le temps de la mise en œuvre des mesures les plus visibles, et les plus faciles, des signes extérieurs de l'indépendance : emblèmes nationaux, prééminence de la langue biélorusse, représentations diplomatiques à l'étranger. Il commença à s'éroder sérieusement lors de la prise en compte générale des problèmes économiques et sociaux, et particulièrement des mesures nécessaires à la restructuration de la production industrielle. Il était certes compris que la fin de l'ère soviétique signifiait, sinon un désengagement total, du moins une moindre intervention de l'Etat dans l'économie nationale ; cependant, à l'examen des possibilités réelles de l'industrie, liées à la sur-représentation du complexe militaro-industriel et, symétriquement à l'inexistence de certains secteurs, à l'inadaptation des produits aux normes occidentales, il est clairement apparu qu'il faudrait passer par des sacrifices qu'un trop grand libéralisme rendrait insupportables.

Moins de cinq ans après l'accession à l'indépendance, la Biélorussie choisissait le retour vers la Russie. Seule des quinze républiques issues de la dissolution de l'URSS, la Biélorussie n'a jamais vraiment su quoi faire de sa souveraineté toute neuve. Mieux encore, elle est sans doute le seul pays au monde à renoncer de son propre gré à son existence même. Si Minsk s'apprête à l'abdiquer aujourd'hui sans états d'âme, et avec l'assentiment tacite d'une majorité de la population, c'est parce que la recherche d'une réelle identité nationale biélorusse n'a jusqu'ici pas donné beaucoup de résultats.

Pour exister, une nation a besoin de mythes et de héros, éléments constitutifs d'une fierté nationale. Depuis 1991, toutes les anciennes républiques de l'URSS redécouvrent ainsi leur histoire pré soviétique pour affirmer leur conscience collective. Si, pour des raisons linguistiques évidentes, cette recherche est aisée chez les peuples baltes ou en Moldavie, l'exercice s'avère terriblement ardu sur les terres slaves comme la Biélorussie et l'Ukraine, qui se définissent d'abord par opposition à la Russie, une Russie que l'on décrit forcément comme impérialiste et potentiellement expansionniste. Or, contrairement aux Ukrainiens, qui peuvent toujours évoquer le soulèvement des Cosaques de Bohdan Khmel'nitski contre les maîtres polonais au XVII^e siècle ou encore revendiquer l'héritage de la Rous kiévienne pour légitimer leurs origines, les Biélorusses ne savent pas très bien qui ils sont. A vrai dire, il leur est plus facile de comprendre ce qu'ils ne sont pas : ni polonais, ni lituaniens, ni russes, ni ukrainiens. Ils n'ont jamais eu d'Etat, pas de rois, encore moins de chefs rebelles.

Cette absence de repères historiques fédérateurs est encore renforcée par la faiblesse du sentiment religieux. On a vu précédemment qu'au cours de son histoire le peuple biélorusse avait plus subi que consciemment adhéré à une foi, en passant successivement, au rythme des changements de maîtres des lieux, du paganisme au christianisme, de l'orthodoxie à l'uniatisme, puis à l'orthodoxie après 1839 et enfin à l'athéisme d'Etat à partir de 1922. Faute de posséder une structure religieuse indépendante par rapport aux hiérarchies ecclésiastiques polonaises ou russes, la population développa une réelle indifférence à l'égard des questions religieuses et ne se divisa jamais sur des querelles dogmatiques. Même la portion paysanne, plus attachée aux rituels, montra constamment une grande passivité face aux décisions touchant la religion et embrassa d'autant plus facilement les idées socialistes que les équilibres traditionnels avaient été rompus par la modernisation.

Conquis, reconquis, dépecé, partagé, le territoire de l'actuelle Biélorussie n'a été qu'un champ de bataille permanent à travers les siècles. A l'issue de la deuxième guerre mondiale, un quart

de la population, dont l'importante minorité juive, avait péri et des milliers de villages étaient rasés. Minsk, dont la défense héroïque avait été punie d'une destruction quasi totale par les troupes hitlériennes, a été transformée en ville pilote de l'urbanisme de style stalinien, et la république tout entière a subi une soviétisation poussée et des purges exemplaires. Vue sous cet angle, l'histoire biélorusse se réduit à la mémoire unique du soviétisme, car il ne reste plus rien des périodes antérieures.

Les intellectuels du Front populaire biélorusse (mouvement nationaliste) ont bien essayé, au début des années des années 90, quand l'Union soviétique se disloquait, d'insuffler un semblant de « biélorussitude » à la population, mais sans succès. Cinq ans plus tard, le mouvement n'a pas réussi à obtenir le moindre siège de député au parlement, dominé par les communistes et leurs alliés agrariens. Les nationalistes n'ont aujourd'hui que des regrets, et expliquent leur échec par leur choix du repli sur la frange de l'électorat la plus motivée par l'indépendance, en refusant toute compromission avec les communistes. Cette volonté de « pureté » idéologique contraste avec l'attitude plus pragmatique des nationalistes lituaniens et estoniens qui, eux, sont parvenus à s'allier avec des communistes patriotes. Il faut dire que le pari culturel était difficile à gagner, car la langue biélorusse n'est pratiquement parlée que par les paysans, lesquels soutiennent la réunion avec la Russie, alors que les nationalistes, majoritairement citadins, préfèrent s'exprimer en russe, langue des médias, de l'enseignement secondaire et supérieur, des échanges commerciaux et même du gouvernement. En fait, les efforts pour promouvoir le biélorusse ont été limités à la période de quatre années au cours de laquelle Stanislav Chouchkévitich était président du Soviet suprême (Parlement monocaméral) de la jeune république. Dès janvier 1994 éclatait une crise institutionnelle grave aboutissant à l'éviction du gouvernement.

L'élection en juillet 1994 d'Alexandre Loukachenko à la dignité encore honorifique de Président de la République sur un programme de rapprochement avec la Russie a été le premier jalon d'une profonde refonte des institutions. Le deuxième fut l'élection, pour la première fois depuis l'indépendance, du Soviet suprême en mai 1995 ; à ce scrutin était adjoint un référendum sur l'élargissement des pouvoirs présidentiels (droit de dissolution), l'intégration économique à la Russie, l'accès du russe au rang de langue nationale et les symboles officiels de l'Etat.

Le référendum du 14 mai 1995 devait donner le coup de grâce aux espoirs des nationalistes en supprimant les attributs les plus marquants de la souveraineté biélorusse : le drapeau et l'hymne national. L'abandon du drapeau nationaliste blanc à bande horizontale rouge pour celui de l'ancienne république soviétique, comme l'interdiction du nouvel hymne, sont les signes forts et clairs de la nostalgie de la majorité de la population.

Pour certains intellectuels nationalistes, cette nostalgie est indissociable du contexte colonial dans lequel s'est formée l'identité nationale biélorusse, celle d'un peuple qui n'est pas parvenu à couper le cordon ombilical. On pourrait dire qu'il y a eu deux stades successifs et antagonistes dans la formation de cette identité : le premier s'est nourri de la référence à l'héritage linguistique et religieux de la Ruthénie pendant des siècles de colonisation lituanienne puis polonaise, alors que le second est la prise en compte de sa propre différence au sein d'un vaste ensemble russe puis soviétique. Il semblerait que le second stade ne soit pas encore parvenu à maturité, et qu'il ait été mis à l'épreuve prématurément, tel un adolescent livré à soi dans un univers d'adultes, et qui ne peut totalement se passer de la tutelle parentale.

Dans ces conditions, il apparaît que l'identité biélorusse est bien une réalité alors que le sentiment national, lui, est peu développé ou, plus exactement moins répandu que la perception d'autres facteurs.

II - Un Etat isolé dans le nouveau contexte européen.

Pays d'une superficie plus qu'honorable (207 600 kilomètres carrés) et d'une population au nombre non négligeable (10 315 000 en 1997) dans l'ensemble des pays d'Europe centrale, la Biélorussie présente une caractéristique surprenante pour un Etat enclavé : l'isolement. Cet isolement n'est pas dû à des facteurs de géographie physique puisque le pays n'est situé ni en zone désertique ni dans une région de hautes montagnes. Il n'est pas directement lié à des facteurs humains d'ordre ethnique, culturel ou religieux car, si ces éléments concourent bien à la définition d'une identité nationale propre, on a vu précédemment qu'ils n'avaient jamais été de nature à retrancher la population des nations environnantes. Il s'agit plutôt du fruit d'une évolution récente, que l'on peut même dater avec précision sans avoir à remonter avant l'accession à l'indépendance. Cet isolement semble une constante, que ce soit dans la qualité des relations avec la plupart des Etats voisins, dans certains aspects visibles de son régime politique, dans sa diplomatie en général ou encore au plan économique.

2.1- L'isolement par rapport aux pays voisins.

Ne disposant du temps de l'URSS que d'une seule frontière, avec la Pologne, la Biélorussie indépendante s'est retrouvée en 1991 entourée par cinq états souverains : la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, l'Ukraine et la Russie. De cette nouvelle situation est née l'impérieuse nécessité d'entretenir des liens diplomatiques dans lesquels Minsk joue le rôle du partenaire le moins favorisé.

Avec ses voisins baltes, les relations sont empreintes à la fois de vigilance et de susceptibilité, du fait de la présence de minorités biélorusses en Lettonie et en Lituanie. C'est surtout la Lettonie qui, dès la récupération de sa souveraineté, en établissant une réglementation discriminatoire à l'égard des non nationaux résidant sur son territoire, a suscité la tension mais la normalisation est en cours depuis 1998. Le cas des relations avec la Lituanie est différent puisque c'est la Biélorussie qui est à l'origine du contentieux, en ne s'acquittant pas de ses achats d'électricité et en niant toute responsabilité dans les activités commerciales douteuses de certains de ses ressortissants. La question de la facture d'électricité est d'autant plus importante qu'il s'agit de l'énergie produite par la centrale nucléaire d'Ignolina, très semblable à son homologue ukrainienne de Tchernobyl et tout aussi proche que celle-ci de la frontière biélorusse. Le maintien en exploitation de cette centrale est justifié par sa part prédominante dans la production énergétique lituanienne et par la source de revenus qu'elle génère par le biais de l'exportation d'électricité, des revenus bien nécessaires pour son entretien et sa mise aux normes européennes de sécurité. La Lituanie, tout comme la Lettonie et l'Estonie, a signé en mai 1995 un accord d'association avec l'Union européenne avant le dépôt officiel de candidature à l'adhésion. Cette évolution des pays baltes reflète leur meilleure santé économique et leur choix politique. Elle souligne également l'écart avec la Biélorussie.

Cet écart économique n'est rien en comparaison de l'isolement ressenti par la Biélorussie lorsqu'elle regarde du côté de son voisin polonais. Ici, c'est l'adhésion de la Pologne à l'OTAN en 1999 qui a modifié profondément le paysage stratégique de cette partie de l'Europe. Pour les autorités de Minsk, la perception de la sécurité du pays a considérablement

souffert du voisinage de l'Alliance atlantique. Les « faucons » du régime tirent volontiers parti de cette position en première ligne de la Biélorussie pour ressusciter de séculaires rancœurs à l'encontre de la Pologne, et n'hésitent pas à proposer des scénarii inspirés par la crise du Kosovo. Selon ceux-ci, la Pologne pourrait fomenter des mouvements de contestation au sein des minorités polonaises (400 000 personnes) en territoire biélorusse dans le seul but de créer une telle situation de troubles à l'ordre public que l'OTAN serait conduite à intervenir militairement. Cette thèse, bien que fortement démentie dans les faits par l'attitude extrêmement rassurante de la diplomatie polonaise, qui n'a jamais contesté l'attribution de la citoyenneté biélorusse aux minorités en question, a connu un certain succès pendant les opérations aériennes de l'OTAN en république fédérale de Yougoslavie, surtout dans l'opinion russe, comme nous le verrons plus loin dans cette étude.

S'il n'existe pas de réel contentieux entre la Biélorussie et l'Ukraine, on ne peut néanmoins pas passer sous silence les inquiétudes maintes fois répétées depuis le redémarrage de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Il faut rappeler que, du fait de sa proximité avec le site de la centrale, la Biélorussie a été frappée de plein fouet lors de la catastrophe de 1986 : il a été établi que les retombées du gigantesque nuage radioactif ont touché 40% du territoire biélorusse, atteignant immédiatement 2,3 millions de personnes. Les terres arables, les forêts et l'eau furent contaminées. Les cas de cancer et de leucémie continuent d'augmenter dans la population, et les dégâts sur l'environnement demeurent considérables. Une zone de 1000 kilomètres carrés, à l'extrême sud-est du pays, est toujours interdite. Cette superficie relativement modeste correspond à la partie la plus sévèrement touchée, celle qui jouxte la frontière, et ne rend pas compte de l'ampleur des travaux de dépollution à accomplir dans les régions contaminées. Le programme de nettoyage en cours engloutit chaque année 17% des finances de l'Etat, et la Biélorussie a besoin de l'aide massive des pays occidentaux pour faire face au problème. Même si la Biélorussie n'incrimine pas l'Ukraine des erreurs du passé, puisque l'entière responsabilité de la catastrophe et de la mauvaise gestion de ses conséquences immédiates repose sur les autorités soviétiques de l'époque, c'est un pays meurtri qui voit avec anxiété et vigilance sa voisine poursuivre l'exploitation de la centrale. A ce délicat problème s'ajoute la méfiance suscitée par les particularités de la politique étrangère ukrainienne. D'abord il y a les rapports souvent difficiles de l'Ukraine avec la Russie sur les épineux dossiers du partage de la flotte de la Mer Noire, du statut de la Crimée et tout particulièrement de Sébastopol, de la dette, des biens de l'Eglise orthodoxe ou encore de l'enseignement du russe dans les écoles ukrainiennes. Ensuite, l'indépendance de ton de l'Ukraine la conduit, tout en continuant de considérer la Russie comme un allié stratégique, à devenir un partenaire militaire des pays de l'Alliance atlantique.

2.2 – L'isolement économique.

Il est délicat de classer d'emblée la Biélorussie dans une catégorie car, bien qu'elle traverse une difficile période due notamment à l'absence de réformes économiques permettant de procéder à la nécessaire restructuration des industries et de l'agriculture, le pays ne manque pas d'atouts. On y retrouve les éléments caractéristiques des économies de toutes les anciennes démocraties populaires d'Europe centrale et orientale, mais les données de base ne sont pas pires qu'ailleurs.

Si l'on fait abstraction des dégâts causés aux sols et à la nappe phréatique par les conséquences déjà évoquées de la catastrophe de Tchernobyl et plus généralement d'une politique industrielle peu respectueuse de l'environnement, le potentiel de l'agriculture est élevé. En effet, malgré des sols globalement pauvres et un climat assez rigoureux, les surfaces

cultivables sont vastes au regard de la faible densité de population (49 habitants par kilomètre carré), et les possibilités de l'élevage demeurent importantes. Le maintien tardif de l'agriculture collective, faute de réforme agraire, a certes permis un niveau élevé de mécanisation mais n'a pas donné la souplesse nécessaire à la diversification des productions. Il est clair que la réforme agraire ne devra pas ruiner les acquis de la collectivisation en démembrant les grandes fermes collectives pour les émietter en une multitude de minuscules exploitations, mais une fois ce risque bien pris en compte, il faut garder à l'esprit que si 32% des Biélorusses vivent en zone rurale, ils ne sont pas tous compris dans la population active agricole et cette proportion ne fera que décroître dans l'avenir.

Bien que très dépendante des importations en matières premières et ressources énergétiques, l'industrie biélorusse bénéficie d'une main d'œuvre qualifiée et capable de se reconverter dans tous les secteurs de l'industrie de transformation. Plus généralement, on peut dire que le bon niveau prodigué par le système d'enseignement obligatoire, et pour l'instant gratuit, place le pays dans le peloton de tête des PECO. Le problème résulte souvent de la vétusté de l'appareil de production qui, faute de capitaux, ne pourra pas être substantiellement rénové. En fait, les entreprises les plus modernes sont souvent celles du complexe militaro-industriel qui demeure surdimensionné par rapport aux besoins de la défense nationale. On touche ici à l'un des problèmes - clés de l'économie de la Biélorussie comme de l'Ukraine, à savoir l'héritage du tissu industriel soviétique. L'URSS était certes divisée administrativement en quinze républiques dotées théoriquement d'une certaine autonomie, mais l'économie était considérée comme un tout dans lequel les bassins de production, comme d'ailleurs les réseaux de communication, ignoraient absolument les frontières intérieures. Le système spécialisa ainsi à l'extrême certaines régions. Pour la Biélorussie, dépourvue de combinats d'industrie lourde et ciblée comme vitrine d'une certaine réussite de l'industrialisation soviétique dès les années cinquante, la spécialisation choisie consista en l'implantation d'usines d'assemblage de véhicules automobiles de tous gabarits et à toutes vocations, de réfrigérateurs et surtout de tous systèmes d'armement. L'accession à l'indépendance laissa donc la Biélorussie avec un héritage sans doute prestigieux mais difficilement gérable.

Même si le taux de chômage reste extrêmement bas, avec moins de 2% de la population active, et les salaires et pensions théoriquement garantis, le niveau de vie a fortement baissé du fait de l'inflation galopante.

L'isolement économique de la Biélorussie est une réalité, résultant du choix délibéré d'une politique économique d'ancien régime, selon les canons d'une économie étatisée, dirigée et planifiée. Le gouvernement Tchiguir n'avait peut-être pas eu le temps de mettre sur pied la privatisation de l'économie, mais son successeur Sergueï Ling n'est parvenu à aucun résultat tangible. A cela, plusieurs explications, la première étant le parcours professionnel de M.Ling qui, en ancien apparatchik du *Gosplan* (secrétariat d'état au Plan), n'était pas le meilleur choix possible pour mettre en œuvre une politique de libéralisation de l'économie. La deuxième est que M.Ling n'est jamais parvenu à intéresser ses interlocuteurs russes, qu'ils appartiennent au gouvernement ou aux milieux de la finance. Au moment où M.Ling quitte ses fonctions, ayant démissionné le 18 février 2000, on peut se demander si la raison de sa nomination en 1996 n'avait justement pas été son caractère très discipliné, l'empêchant de servir de force de proposition au président Loukachenko. La nomination comme nouveau Premier ministre de Vladimir Ermochine, ancien maire de Minsk, ouvre une perspective plus optimiste : il s'agit d'un homme jeune, moins marqué politiquement, et généralement considéré comme un bon gestionnaire et un homme de dialogue.

Ce tableau rapidement brossé de l'outil économique biélorusse montre la criante nécessité de réformes et de capitaux. Or, des réformes dignes de ce nom doivent s'intégrer dans un programme économique, tandis que les capitaux, c'est à dire le financement étranger, sont synonymes de confiance. La confiance ne peut se décréter : elle émane d'un contexte, d'une ambiance, d'un projet. Rien ou presque dans la politique tant extérieure qu'intérieure de la Biélorussie ne peut à l'heure actuelle susciter la confiance chez d'hypothétiques investisseurs étrangers, fussent-ils même russes. Dans ces conditions, la fusion de la Biélorussie et de la Russie au sein d'un ensemble étatique unifié présenterait un sérieux avantage pour la première qui, comptant sur le réel esprit d'entreprise existant à présent dans la seconde et sur les capitaux licites ou non qui s'y brassent, pourrait retrouver son statut privilégié de l'ère soviétique.

2.3 – L'isolement politique et les choix diplomatiques.

L'actuelle dérive volontaire de la Biélorussie vers la fusion avec la Russie est indissociable de l'action et du style personnel de son président de la République, Alexandre Loukachenko. De nombreux commentateurs n'ont pas fini de se demander comment le courant nostalgique peut être représenté par un homme aussi jeune et non par un vieux cacique du régime soviétique. En effet, Alexandre Grigoriévitch Loukachenko est né en 1954, ce qui fait de lui l'un des chefs d'Etat les plus jeunes de la planète puisqu'il avait à peine quarante ans lors de son élection, après avoir été successivement vice-président d'un kolkhoze (ferme collective), directeur adjoint d'un combinat de matériel de construction puis directeur de sovkhoze (ferme d'Etat). Les termes de la question posée plus haut peuvent aisément être inversés pour arriver à l'interrogation suivante : pourquoi M. Loukachenko a-t-il choisi comme cheval de bataille la nostalgie, alors que dans la plupart des Etats voisins, c'est le courant libéral de type occidental qui l'a emporté ? Si l'on veut ne considérer que ses ambitions personnelles, on dira que le chef d'état biélorusse a choisi le « créneau porteur » lui permettant de se hisser au sommet du pouvoir et de s'y maintenir. Mais si l'on considère seulement son élection au suffrage universel, il faudra bien reconnaître que ce courant politique constitue, ou a constitué à un moment donné, le reflet des aspirations du peuple biélorusse, pour qui sans doute le retour vers les certitudes du passé semble préférable au miroir aux alouettes de l'indépendance.

M. Loukachenko est-il l'opportuniste qui croit retrouver un second souffle politique dans le cadre élargi d'une union un peu floue dotée d'institutions taillées à sa mesure, ou bien l'homme d'état visionnaire qui a su discerner les chances pour ses compatriotes de l'intégration au sein d'une structure souple et rassurante, seule capable de réaliser la modernisation du pays sans lui infliger de profonds traumatismes ?

Il est probable que seul l'avenir tranchera la question, de même qu'il mettra fin à la période actuelle de flou institutionnel. On parle souvent de double vie politique pour qualifier les rapports existant entre la majorité présidentielle et l'opposition au président Loukachenko, fondés sur deux constitutions, celle de 1994 et celle de 1996, et les deux parlements qui en découlent, le Soviet suprême et l'Assemblée nationale. On peut résumer cette situation complexe en disant que l'opposition ne reconnaît pas la Constitution adoptée lors du référendum de 1996. La mésentente est telle qu'une mission de l'OSCE tente depuis février 1998 de restaurer le dialogue entre le président et l'opposition. Cette dernière, réunie autour du Congrès des forces démocratiques et du défunt Soviet suprême, a unilatéralement organisé le 16 mai 1999 des élections présidentielles. La campagne électorale n'a pu aboutir en raison des pressions policières exercées sur la commission et aussi parce que parmi les candidats

figurait l'ancien Premier ministre Mikhaïl Tchigir, en prison depuis le mois de mars, et le président du Front populaire, Zénon Pozniak, qui vit en exil depuis 1996. Cette initiative à valeur purement symbolique visait avant tout à montrer à l'opinion intérieure et étrangère qu'il existait en Biélorussie une vie politique beaucoup plus variée que celle présentée dans les informations de la télévision nationale, teintées du culte porté à la personne du président Loukachenko.

Les choix autoritaires du régime au plan intérieur ont des répercussions sur la perception à son égard qu'ont les autres Etats européens, et particulièrement ceux de l'Union européenne. Ces derniers, bien qu'engagés au travers du programme TACIS dans l'assistance à la Biélorussie, observent avec prudence et même méfiance les expériences de restructuration de la société selon le principe de « l'idéologie verticale ». Il s'agit en fait de permettre à la parole présidentielle de descendre le plus rapidement possible et sans altération au niveau du simple citoyen. Le principe est à l'origine tout sauf totalitaire puisqu'il s'oppose aux pratiques bureaucratiques typiques des régimes dictatoriaux dans le monde entier, qui ont pour but de confronter l'usager avec une administration au fonctionnement tellement compliqué et tatillon qu'il se sent diminué, voire écrasé. Ce procédé compartimenté à l'extrême permet de manipuler le citoyen persuadé que face à cette complexité, seule la toute-puissance de l'Etat permet de vaincre les difficultés de la vie quotidienne. Dans beaucoup de pays ayant récemment adopté la démocratie, la bureaucratie perdure par habitude, comme c'est le cas dans la Russie voisine. En Biélorussie, où les traditions bureaucratiques étaient bien ancrées, il était nécessaire de remédier à ces pratiques mesquines mais la « verticalisation » s'effectue sous le signe d'un paternalisme qui rappelle lui aussi des régimes peu démocratiques. Ce système serait efficace s'il était limité à l'administration, bien qu'il limite sérieusement les compétences et l'action des collectivités territoriales, mais il devient inapplicable dans le domaine économique. La privatisation des entreprises et la libération du marché s'accommodent difficilement de mesures qui apparaissent au mieux comme inutiles.

La méfiance a atteint un point culminant en juin 1998 lorsque, sur décision du président biélorusse, furent bloqués les accès et coupée l'alimentation en eau des résidences des ambassadeurs à Minsk de plusieurs pays européens, dont la France, et des Etats-Unis. Le prétexte invoqué est double : la pression exercée par l'Union européenne sur la Pologne pour limiter la circulation de personnes et de biens à sa frontière avec la Biélorussie, mais aussi la parcimonie avec laquelle étaient accordés les visas diplomatiques pour les hauts fonctionnaires biélorusses dans les pays de l'UE. Ce geste d'éclat de M.Loukachenko n'est ni une gaffe ni un coup de folie passagère, mais s'intègre dans une stratégie anti-occidentale bien rodée, puisque résultant de décennies de pratique par l'appareil de propagande soviétique. Outil démagogique à but de politique interne, l'argument anti-occidental est toujours utilisé avec succès, en Russie comme en Biélorussie, dès lors qu'il s'agit de détourner l'attention du peuple ou d'orienter sa colère vers des coupables désignés. En l'occurrence, les pays occidentaux peuvent toujours être accusés de ne pas aider suffisamment la Biélorussie, mais pas au point d'être responsables de ses difficultés économiques. En revanche, à chaque fois qu'un plan d'aide est suspendu en mesure de rétorsion, c'est la partie la plus vulnérable de la population qui en souffre le plus. C'est ainsi qu'à cette époque a été arrêté un projet de néonatalogie réalisé de 1995 à 1998 par l'institut tropical suisse et consistant, pour un montant de 25 millions de francs français, à équiper la plupart des maternités et hôpitaux de pédiatrie du pays en matériel de base pour le suivi des grossesses et les soins aux nouveau-nés. Cela est d'autant plus regrettable que ce projet, qui a très habilement combiné livraison d'équipement de grande qualité, formation technique, stages de perfectionnement en Pologne

et en Suisse, traduction en russe de manuels de néonatalogie, avait permis d'améliorer les indicateurs de mortalité infantile, jusqu'alors trop élevés.

Fâché avec l'Union européenne et les Etats-Unis, le président biélorusse doit trouver des interlocuteurs : il les trouve dans les derniers pays communistes, la Chine et le Vietnam, et dans des Etats qui, quand ils ne sont pas au ban des nations, sont tout de même en délicatesse avec l'Occident : la Syrie, l'Irak, l'Iran, la Yougoslavie et d'autres. Il en résulte des projets spectaculaires comme celui d'union entre la Biélorussie, la Russie et la République fédérale de Yougoslavie présenté par M.Loukachenko à Moscou au retour d'un accueil triomphal à la *Skupstina* (Parlement fédéral yougoslave) de Belgrade, en pleine crise du Kosovo au printemps 1999.

Les représentations ouvertes par la Biélorussie dans de nombreuses régions russes témoignent du dynamisme de la politique de promotion de ce pays. La raison en est l'existence d'une population d'origine biélorusse regroupant environ 1,2 millions de personnes. Il s'agit essentiellement de citoyens russes, citadins pour la plupart, demeurant depuis des générations dans les régions frontalières de Smolensk et de Pskov, mais aussi en Russie centrale, en moyenne et basse vallée de la Volga et même en Sibérie, où les premiers immigrants biélorusses, des paysans et des artisans s'installèrent dès la fin de la guerre russo-polonaise au XVII^{ème} siècle et plus massivement après les partages de la Pologne au XVIII^{ème} siècle. D'importantes communautés d'origine biélorusse se sont ensuite formées à Moscou puis à Saint-Pétersbourg. Il est évident que la majorité est depuis longtemps russifiée, et lors du dernier recensement effectué sous le régime soviétique en 1989, à peine plus du tiers des citoyens d'origine biélorusse résidant en RSFS de Russie déclaraient le biélorusse comme langue maternelle. Plus récemment une enquête menée sur les personnes inscrites sur les listes électorales de Saint-Pétersbourg démontrait que, sur les électeurs se déclarant de souche biélorusse, la moitié se considère comme appartenant à la culture russe, le quart comme issu d'une culture mixte russo-biélorusse et seulement dix pour cent revendiquent la seule culture biélorusse. Ces proportions semblent refléter l'image globale de mixité des familles d'origine biélorusse en Russie, avec de fréquentes alliances avec des Russes, des Ukrainiens et d'autres nationalités. C'est le plus souvent le nom de famille qui sert de repère et permet de situer l'origine dans ce gigantesque pays qu'est la Russie, où l'on dénombre autant de nationalités qu'il existe de langues ou dialectes, c'est à dire 150. Dans cet univers multinational la communauté biélorusse occupe toutefois la sixième place, derrière les Russes, les Tatars, les Ukrainiens, les Tchouvaches et les Bachkirs, et loin devant tous les peuples du Caucase et du Grand Nord. Ce rang honorable explique que les priorités diplomatiques de Minsk sont dirigées vers la Russie et justifie aussi les attentions particulières témoignées par le Kremlin.

2.4 – Le choix du rapprochement avec la Russie.

Le projet d'union est indissociablement lié à la ténacité de son principal promoteur depuis 1994, le président biélorusse Alexandre Loukachenko. En pèlerin infatigable, il a multiplié les visites officielles en Russie en 1999, dans l'espoir d'accélérer la réalisation de l'union. Il comptait pour ce faire sur deux puissants leviers : le mauvais état de santé du président russe Boris Eltsine et sa propre popularité dans l'opinion russe. La notion de délai est ici importante car il faut rappeler que le mandat de M. Loukachenko doit expirer en 2001, alors que celui de M. Eltsine devait théoriquement cesser en juin 2000. Les commentateurs ont souvent développé la thèse selon laquelle la présidence de la future union serait un objectif pour les ambitions de chacun des deux hommes. En l'absence de dauphin officiellement désigné à une

époque où le président russe limogeait fréquemment son Premier ministre, Alexandre Loukachenko pouvait penser que Eltsine n'était pas prêt à quitter le pouvoir. Cependant, dans l'incapacité constitutionnelle de se représenter à sa propre succession, le président russe pouvait être tenté de reporter ses espoirs sur la charge suprême, d'ailleurs encore à l'étude et vraisemblablement toute honorifique, de « super président » de la future entité. Il aurait donc été enclin à accélérer le processus d'unification, ce qui allait dans le sens des désirs de M. Loukachenko disposant, lui, d'une bonne condition physique et donc de chances raisonnablement plus solides de parvenir à ses fins.

Cette thèse séduisante éclaire sous un jour nouveau l'intense activité, évoquée précédemment dans cette étude, du président biélorusse pendant les opérations aériennes de l'OTAN contre la Yougoslavie au printemps 1999. En revanche il faut souligner que Boris Eltsine s'est montré très réticent face à l'enthousiasme de son interlocuteur et qu'il a même adressé une fin de non-recevoir à son initiative d'alliance tripartite avec la république fédérale de Yougoslavie, tout comme il avait poliment mais fermement coupé net aux demandes de restitution de l'arsenal nucléaire biélorusse. Le maître du Kremlin, pourtant souvent remarqué pour ses rodomontades comme pour ses « absences » en public, a donné en cette occasion une leçon de sagesse politique à son jeune et fougueux partenaire.

Malgré l'insuccès de son initiative diplomatique, Alexandre Loukachenko a continué à déployer ses efforts de séduction à destination du peuple russe, notamment lors de son voyage officiel à Volgograd les 8 et 9 mai 1999. Officiellement en pèlerinage du souvenir sur les lieux sacrés de la bataille de Stalingrad à l'occasion des cérémonies de commémoration du 54^{ème} anniversaire de la victoire sur le nazisme, le chef d'état biélorusse a accompli un véritable marathon digne d'un candidat en campagne électorale, enchaînant dépôts de gerbes, discours, allocution télévisée et dîners débats. Orateur de talent, il sait trouver les mots justes pour exalter un patriotisme d'autant plus communicatif qu'il n'est pas nationaliste au sens de la restriction à un seul Etat mais chargé de l'émotion propre à l'évocation de la gloire passée de l'URSS. Le message, décliné de façon adéquate à chaque intervention, peut être résumé ainsi : « nous avons su vaincre le nazisme parce que nous étions unis, donc unissons-nous à nouveau et nous serons à nouveau respectés ».

Un tel langage, énoncé clairement et avec conviction par un homme aussi dynamique, ne peut que plaire au citoyen russe moyen à condition de disposer d'une couverture médiatique conséquente. Or les journalistes russes ne se bousculent pas pour faire la cour à M.

Loukachenko, sans aucun doute par solidarité plus ou moins clairement affichée envers leurs confrères de la presse biélorusse, dont il est avéré qu'ils sont muselés, persécutés ou contraints à la clandestinité. Ils ont toujours à l'esprit l'expulsion de leurs collègues correspondants de presse écrite ou de télévision russes en poste à Minsk, déclarés *personnae non gratae* en Biélorussie pour l'exercice jugé outrancier d'une liberté d'expression qui, vue de Russie, semble un acquis fondamental et intangible depuis les années 90.

Cependant les données du dialogue ont changé depuis la démission le 31 décembre 1999 de Boris Eltsine. A présent, Alexandre Loukachenko a un interlocuteur d'une autre carrure en la personne de Vladimir Poutine, ancien Premier ministre devenu Président par intérim. L'attitude de grande fermeté de ce dernier dans le règlement militaire de la question du séparatisme tchétchène lui donne dans son pays une dimension de rénovateur de la grandeur passée. Cette image d'une Russie qui gagne vient faire oublier les affronts essuyés au cours des dernières années. Elle est en concurrence directe avec le discours patriotique du président biélorusse, mais à un niveau supérieur : dans l'opinion russe, M.Poutine montre par des actes ce que M.Loukachenko ne faisait qu'évoquer en paroles. Si Vladimir Poutine est élu en mars, il disposera d'un avantage plus sérieux encore sur son interlocuteur biélorusse et sera peut-être tenté de temporiser sur le projet d'union jusqu'aux élections présidentielles biélorusses de

2001. On peut toutefois supposer sans grand risque qu'il n'en fera rien, pour deux raisons évidentes : il voudra profiter de la dynamique suscitée par son élection pour prendre l'initiative et franchir une nouvelle étape du processus d'unification, et il est très vraisemblable qu'Alexandre Loukachenko soit réélu en 2001.

Plus généralement, ce projet d'union, initié par la Biélorussie, apparaît comme une issue de secours capable de sortir cette dernière du triple isolement dans lequel elle est repliée. Il s'impose également comme une éventualité séduisante pour la Russie.

III - La nécessité pour la Russie de reconstituer sa zone d'influence.

Après avoir succombé à l'euphorie de la découverte de l'économie de marché, sans doute pour exorciser les démons et erreurs du passé mais aussi tenter d'oublier le traumatisme causé par la dislocation de l'empire soviétique, la Russie a dû affronter deux graves crises politiques intérieures. Ce fut d'abord la tentative de coup d'état organisée par une partie du Parlement à l'automne 1993, puis la première guerre de Tchétchénie de décembre 1994 à fin mars 1996. En quelques mois les citoyens russes avaient vu les blindés en position de tir dans Moscou, puis le retour des corps des soldats du contingent tués dans le Caucase. Pour conjurer le mauvais sort qui semblait s'être abattu sur la nouvelle Russie, l'accord d'union conclu avec la Biélorussie le 2 avril 1996 apportait, sinon une solution miracle, au moins une lueur au bout du tunnel. Il ne s'agissait en fait pas de la simple question de l'éventuel retour au bercail de la Biélorussie, car l'accord ne faisait que prévoir une « union de républiques souveraines » au sein de la CEI, mais bien de l'espoir d'une décrispation des relations avec tous les jeunes Etats ex-soviétiques souvent susceptibles et fort jaloux de leur indépendance.

3.1 - Le délicat problème de la restructuration de l'espace post-soviétique.

Principale héritière de feu l'URSS, la Fédération de Russie, en fait l'ancienne république soviétique fédérative socialiste de Russie ou RSFSR cherche à réorganiser ce qu'elle appelle officiellement l' « étranger proche » constitué par les quatorze autres ex-républiques soviétiques. L'idée qui a prévalu dès 1991 à la formation de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) était, comme son nom l'indique, d'instituer des relations privilégiées sur la base de l'égalité entre ses membres de pays longtemps fondus dans un même ensemble. Voici les principales étapes de la montée en puissance de la CEI :

- 08.12.1991 : signature à Minsk de l'acte fondateur de la CEI par la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine ; la déclaration conjointe des trois présidents fait le constat de l'incapacité de l'URSS à assurer sa propre existence dans la situation de crise profonde et de déliquescence, et de la nécessité de développer la coopération dans les domaines politique, économique, humanitaire, culturel et autres.
- 21.12.1991 : huit autres anciennes républiques soviétiques se joignent aux trois précédentes pour la signature à Alma Ata de la déclaration sur les objectifs et principes de la CEI ; il s'agit de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, de la Kirghizie, de la Moldavie, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan.
- 1993 : acceptation de la Constitution de la CEI qui prévoit les sphères d'activités communes aux Etats membres : droits de l'homme et libertés individuelles, coordination

de la politique étrangère, coopération dans la formation d'un espace économique commun dans le développement des systèmes de transport et de communication, la santé publique et la protection de l'environnement, questions de politique sociale et d'immigration, lutte contre le crime organisé, coopération dans la politique de défense et la garde des frontières extérieures. La Géorgie rejoint la CEI en octobre de façon à bénéficier de la présence sur son sol d'un contingent russe pour assurer la sécurité intérieure, d'abord contre les partisans de l'ancien président Gamsakhourdia puis contre les sécessionnistes abkhazes.

Ce rappel historique étant fait, il faut se demander si le caractère polyvalent de la CEI, avec ses multiples domaines d'application, n'est pas trop ambitieux par rapport à la disparité du degré d'engagement de ses différents membres. Conçue comme un forum qui regroupe un plus ou moins grand nombre d'interlocuteurs en fonction du thème de discussion choisi, la CEI est davantage un ensemble de groupes d'Etats formés autour de différents types d'accord. C'est ainsi par exemple que le groupe des pays de l'union douanière diffère du groupe de l'alliance militaire intégrée. La CEI est une jeune organisation regroupant des Etats récents, avec tout ce que cela suppose de susceptibilités et de méfiance et aussi d'instabilités internes. Depuis sa création, la CEI a dû montrer sa capacité à gérer des conflits à l'intérieur d'Etats membres, comme ce fut le cas en Géorgie et au Tadjikistan, ou entre Etats membres lors de la guerre opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan au sujet du Haut-Karabakh. Si l'on considère que la CEI n'est qu'un outil de sécurité collective forgé par la Russie dans sa zone réservée de responsabilité, force est de constater qu'elle remplit assez bien son rôle et a empêché la propagation et la multiplication des affrontements armés. Mais si l'on veut y voir une organisation internationale cohérente, son aspect hétérogène et surtout le caractère à géométrie variable des relations entre membres ne peut que décevoir.

Fondée dans un contexte difficile, la CEI ne peut que porter les stigmates de ses origines : voulant le plus possible bannir les sous-entendus sur son rôle dominant dans l'alliance et face aux forces centrifuges qui conduisent les républiques d'Asie centrale à rechercher une organisation régionale qui leur soit propre, la Russie évite de susciter des frictions et maintient une attitude généralement prudente et mesurée. L'image de la Russie a profondément changé : la Fédération russe n'a pas hérité du caractère centralisateur de la défunte Union soviétique ou de l'Empire russe d'avant 1917. C'est pourquoi elle préfère traiter les problèmes séparément et sur des dossiers précis.

Cette expérience est particulièrement utile dans ses relations avec la Biélorussie dans le cadre du processus d'union.

3.2 – Les avantages stratégiques de l'union avec la Biélorussie.

La Fédération de Russie a viscéralement besoin d'entretenir des relations privilégiées avec certains de ces partenaires de la CEI. Il y a là de l'orgueil national, bien sûr, mais aussi un intérêt stratégique bien compris. Un simple coup d'œil à une carte de l'Europe montre que face à l'expansion de l'Alliance atlantique en Europe centrale et orientale la Biélorussie occupe une place au premier plan des préoccupations du Kremlin. En dépit des avertissements puis des protestations maintes fois brandis par la diplomatie russe, l'élargissement de l'Otan à la Hongrie, à la République tchèque et surtout à la Pologne a été réalisé en mars 1999 et sera sans doute suivi dans les prochaines années par de nouvelles adhésions et probablement parmi les Etats baltes. Ainsi, vu de Moscou semble se dessiner une menace non exprimée mais potentielle sur les frontières occidentales de la Russie. En dépit de l'impérieuse nécessité qu'a le pays d'entretenir des relations économiques constructives avec l'Union européenne et les

Etats-Unis, la Russie de l'an 2000 ne peut échapper à une constante de son histoire, la crainte de l'encerclement et de l'attaque par surprise sur le cœur de son territoire. Cette crainte a aiguillonné la fantastique expansion de l'empire des Tsars jusqu'à des butoirs, physiques sur les rives du Pacifique ou culturels aux confins de la Chine, mais l'a aussi conduit à annexer les pays faibles séparant la Russie d'un éventuel envahisseur. Dans tous les cas, la logique était la même : rechercher le contact direct avec celui-ci ou constituer des Etats vassaux pouvant servir de tampon ou de fusible face aux possibles poussées hégémoniques de puissances voisines. Longtemps confinée à l'Asie d'où étaient venues les grandes invasions, cette stratégie fut adaptée à la partie européenne à partir de la deuxième moitié du XVIIème siècle et n'a jamais été abandonnée depuis. Son meilleur architecte fut Pierre le Grand qui, après avoir voyagé en Occident, força la destinée de la Russie pour en faire une puissance européenne. En installant sa capitale au bord du Golfe de Finlande après avoir vaincu la puissance terrestre et maritime de la région baltique qu'était la Suède, il déplaça le centre de gravité de son empire et contraignit ses successeurs à chercher à se garder toujours plus à l'ouest, d'abord en neutralisant la Pologne, puis en l'absorbant pour se retrouver au contact de la Prusse et de l'Autriche. Cette stratégie de « conquête préventive » a également été appliquée tout au long du XIXème siècle dans le Caucase face à l'Empire ottoman et en Asie Centrale face à la Perse et en prévision d'une éventuelle expansion de l'empire britannique des Indes. C'est également elle qui a sous-tendu l'invasion de la Pologne par l'URSS en 1939 puis la satellisation de l'Europe centrale et orientale à partir de 1945 et enfin l'intervention en Afghanistan en 1979. La réunification de l'Allemagne, puis la disparition du Pacte de Varsovie et l'effondrement de l'URSS ont privé la Russie du glacis protecteur qui la séparait de l'Otan et laissé à ses anciens alliés la possibilité de rejoindre l'Alliance atlantique. La seule possibilité qui lui reste de contrer cette vulnérabilité est de privilégier l'aspect militaire de l'union avec la Biélorussie.

A cet égard, le renforcement de la coopération militaire avec la Biélorussie est un exemple significatif. D'abord parce que les forces armées biélorusses sont dotées d'un système de défense sol-air dont les performances dépassent les besoins actuels : l'utilisation de ces armements au profit de la Russie permettra à celle-ci de substantielles économies. Une récente visite à Minsk de deux délégations gouvernementales russes, menées respectivement par le général Anatoli Kornoukov, commandant des forces aériennes, et par le vice-premier ministre chargé des questions d'industrie de défense Ilia Klebanov, a mis en lumière ce fait précis. La signature d'un accord visant à la création d'un groupe industriel et financier « *Oboronitelnye sistemy* » (« Systèmes de défense »), qui s'occupera de la création et du développement des nouveaux moyens de guidage aérien et d'artillerie sol-air. Parmi ceux-ci figurent les versions modifiées du S-300-1 et du S-300-2 « *Favorit* ». Ce contrat concerne directement 17 entreprises russes employant un total de 45 000 personnes et, pour l'instant, deux usines biélorusses. Ce chiffre est appelé à augmenter puisque l'industrie biélorusse d'armement trouve des débouchés sur le marché russe, comme sur le marché international. La commande russe s'élève à une quinzaine de milliards de francs, c'est à dire le double du montant initialement prévu. Au sujet des exportations d'armement, M.Klebanov a déclaré que la Russie s'apprêtait à étonner les Etats-Unis par la vente de matériels pour une somme de quatre milliards et demi de dollars américains. La Biélorussie tient bien à avoir sa part du gâteau grâce à son important complexe militaro-industriel qui, dans l'esprit du président Loukachenko, constitue un maillon essentiel du futur Etat unifié. Ses attentes devraient être comblées à la fois par la production sous licence de matériel militaire et l'annonce de la mise sur pied d'un système de défense militaire commune aux deux pays. Le chef des forces aériennes russes a quant à lui évoqué la possibilité d'envoyer en réparation des avions

militaires russes à l'usine de Baranavitchy, tout en estimant souhaitable pour les pilotes russes d'utiliser les aérodromes biélorusses comme « bases avancées ».

Ici donc se rencontrent harmonieusement les souhaits de Minsk et de Moscou tandis que se profile une intégration plus étroite dans le domaine militaire. Le Premier ministre biélorusse Sergueï Ling estimait avant sa récente démission que le complexe militaro-industriel demeure le moteur du progrès scientifique et technique en général. Ces propos font écho à ceux d'Alexandre Loukachenko pour qui les militaires sont les meilleurs patriotes.

3.3 – Le coût économique de l'union.

L'enjeu stratégique que représente le rapprochement avec la Biélorussie ne fait pas basculer tous les hommes politiques russes dans un enthousiasme sans limites. Les plus pragmatiques d'entre eux n'hésitent pas à déclarer leur scepticisme au sujet de ce projet pour des raisons essentiellement économiques. La délicate situation biélorusse leur semble un fardeau de plus à porter pour une Russie en pleine mutation car il paraît peu concevable qu'au sein d'une union aussi étroite, Minsk ne fasse pas appel à la solidarité de Moscou. Quels que soient les choix de politique économique qui seront faits par les responsables biélorusses, il faudra trouver des sources de financement que la Russie, déjà lourdement endettée, aura bien du mal à lui fournir en tant qu'Etat. Il existe certes des entreprises privées russes disposant de moyens importants, mais il paraît difficile de les inciter à investir en Biélorussie alors que les chantiers sont innombrables dans les régions russes et que des profits plus faciles les attirent dans d'autres pays. Pour les autorités fédérales russes, confrontées au fléau de l'évasion fiscale, on ne peut imaginer de tâche plus mal aisée que de lever une taxe supplémentaire au titre de l'aide à la restructuration de l'économie biélorusse, même si cette aide est apportée sous forme de prêt. La notion de solidarité entre régions russes est de plus en plus floue car les républiques fédérées ou les *oblast'* les plus favorisées ont leurs propres projets à financer et ne supportent pas de gaîté de cœur de participer aux recettes du budget fédéral. Les grandes villes de ces régions dépensent beaucoup en restauration de monuments et de bâtiments publics mais peu pour l'entretien ou le renouvellement de leur parc de transports en commun. Dans ces conditions elles ne contribueront pas spontanément à celui de Vitebsk ou de Brest.

Les plus septiques vont même jusqu'à mettre en doute la valeur stratégique de l'alliance biélorusse en rappelant que la Russie dispose déjà, et en pleine propriété, d'un atout stratégique de poids avec l'enclave de Kaliningrad. Dans l'hypothèse de l'adhésion de la Lituanie à l'Otan, ce territoire russe de 15 000 km² et peuplé d'environ 900 000 habitants constituerait un coin enfoncé à partir de la façade maritime baltique entre ce pays et la Pologne déjà membre de l'Alliance atlantique. De plus, la Biélorussie est liée à la Russie par un accord de défense qui permet le stationnement de soldats russes sur son territoire au titre, limité il est vrai, de la garde des frontières. Il ne serait donc pas nécessaire de rechercher un avantage stratégique supplémentaire, surtout au prix de la remise à niveau de l'économie biélorusse.

CONCLUSION : Quel avenir pour l'union russo-biélorusse ?

Au terme de cette étude, qui a voulu démontrer pourquoi la Biélorussie était prête à renoncer à sa pleine indépendance pour transférer l'essentiel de sa souveraineté à une nouvelle structure étatique commune avec la Russie, et comment la Russie accueillait plutôt favorablement ce projet, il est intéressant de chercher à définir la future substance de cette union. Comme tout mariage de raison, cette union est un contrat, mais le degré de consentement de chacune des parties, déjà très différent, est susceptible d'évoluer. C'est pourquoi cette question, qui ne peut pas recevoir de réponse unique dans l'immédiat, peut donner lieu à plusieurs hypothèses que nous allons étudier pour tracer un certain nombre de perspectives, en partant du postulat suivant : le départ de Boris Eltsine et la fin du mandat d'Alexandre Loukachenko ne remettent pas en cause le processus d'unification.

1. l'union aboutira à la fusion pure et simple de la Biélorussie au sein de la Fédération de Russie dont elle deviendra une entité territoriale jouissant des mêmes droits
2. l'union respectera l'indépendance de chacun mais se réduira à un ensemble de liens bilatéraux privilégiés
3. l'union va devenir le noyau dur autour duquel vont se rattacher progressivement d'autres Etats pour former une confédération sur le modèle de l'Union européenne
4. cette confédération deviendra une nouvelle URSS.

1^{ère} hypothèse : l'union aboutira à la fusion pure et simple de la Biélorussie au sein de la Fédération de Russie dont elle deviendra une entité territoriale jouissant des mêmes droits

Il s'agit de l'hypothèse extrême, selon laquelle la Biélorussie cesserait pratiquement d'exister en tant qu'Etat. Ce transfert total de souveraineté constituerait alors la réponse au problème de la quête de la nécessaire solidarité russe. La Russie se trouverait dans ce cas dans l'obligation d'assumer l'inévitable restructuration de l'économie biélorusse. Cette solution serait aussi la plus douloureuse pour les citoyens biélorusses qui ont jusqu'à présent, en dépit de leurs réelles difficultés, continué de bénéficier de l'aide rassurante d'un Etat-providence. C'est comme si le temps s'était arrêté pour une Biélorussie encore imprégnée de socialisme dirigiste alors qu'en Russie, depuis les grandes privatisations de l'automne 1992, la population s'est habituée aux dures réalités de la liberté des prix, du chômage, des salaires versés à échéance irrégulière et pas toujours en espèces et à l'écart croissant du niveau de vie entre les plus démunis et la nouvelle classe de nantis.

Au plan des institutions, ce cas de figure ravalerait la Biélorussie au même rang que les entités territoriales qui composent la Fédération russe. Celle-ci regroupe en son sein 89 « sujets de la Fédération », égaux en droit et tous autonomes. En réalité ces entités, très différentes par la taille et la population, jouissent de niveaux très variés d'émancipation par rapport au pouvoir central en fonction de leur dénomination propre. La Constitution du 12 décembre 1993 définit six catégories de sujets que l'on peut répartir en deux grands groupes : ce sont d'une part les 57 entités administratives (49 *oblast'*, 6 *kraï* et 2 villes à statut fédéral, Moscou et Saint-Pétersbourg) et, d'autre part les 32 entités « nationales » (21 républiques, une région autonome et 10 *okroug* autonomes). La carte administrative de la Russie présente un aspect imbriqué avec de nombreux territoires enclavés et l'ensemble fait souvent penser à une *matriochka*, nom donné aux poupées gigognes en bois verni typiques de l'artisanat populaire

russe. Les républiques ont une Constitution, un président élu au suffrage universel et un gouvernement mais ne sont pas souveraines, puisque la souveraineté est la qualité de la seule Fédération russe dans son intégralité. De plus, pour des raisons évidentes de préservation de l'intégrité de la Fédération, elles n'ont pas droit à la sécession. On ne peut donc imaginer que la Biélorussie, qui figure parmi les membres fondateurs de l'ONU, renonce spontanément à ce privilège pour rallier le statut de simple république dans la Fédération russe. De même, il paraît inconcevable que la Constitution fédérale russe soit modifiée pour entériner la spécificité biélorusse : le fâcheux précédent ainsi introduit romprait le délicat équilibre entre les régions et le pouvoir central et aboutirait certainement à l'éclatement de la Fédération.

Cette hypothèse présente donc d'énormes inconvénients pour les deux parties et semble donc peu probable.

2^{ème} hypothèse : l'union respectera l'indépendance de chacun mais se réduira à un ensemble de liens bilatéraux privilégiés.

Il ressort de l'analyse de l'hypothèse précédente qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de chacun des deux pays, que l'union préserve la souveraineté de la Biélorussie. L'accord d'union d'avril 1996 prévoit d'ailleurs une « union de républiques souveraines » dans le cadre de la Communauté des Etats indépendants. En fournissant son support juridique, cette organisation ressemblera donc elle aussi à une *matriochka* où s'emboîtent les uns dans les autres les divers niveaux de relations des Etats membres avec la Russie. Elle peut y trouver un nouvel élan mais ne sera pas en mesure d'instaurer un réel degré de supranationalité. C'est pourquoi la Biélorussie et la Russie pourront procéder par accords bilatéraux successifs.

C'est l'hypothèse la plus vraisemblable, si l'on considère que la Russie ne voudra pas gâcher l'occasion de raffermir son influence dans son étranger proche, surtout depuis la récente extension de l'OTAN, sans pour autant donner une image par trop agressive. Les réalités économiques de chaque pays posent de nombreux obstacles à une intégration complète et la Russie prendra garde à ne pas s'enfermer dans un gouffre financier plus profond.

Dans cette optique il est clair que l'accent sera mis sur la politique de défense et la coopération militaire, avec une orientation marquée de la diplomatie commune. La possession de deux votes à l'Assemblée générale de l'ONU est un atout qu'aucun des deux Etats ne voudra voir disparaître.

Bien des projets similaires de fusion entre Etats ont échoué au cours des quarante dernières années : la « République arabe Unie » (RAU) devait regrouper l'Egypte, la Syrie et l'Irak, la « Sénégalie » prévoyait l'union du Sénégal et de la Gambie, tandis que la Libye a tenté à plusieurs reprises de fusionner avec la Syrie, le Tchad ou la Tunisie. Les raisons de ces échecs sont multiples et pas forcément applicables à l'union russo-biélorusse mais elles tenaient souvent à la recherche d'hégémonie de l'un des partenaires. La disproportion dans tous les domaines entre la Biélorussie et la Russie est tellement forte qu'elle évite de s'interroger à ce sujet. En revanche il est capital de savoir à quel point les intérêts communs priment sur les divergences. L'avantage du maintien d'une structure relativement souple, avec des accords précis sur des objectifs bien définis, permettra d'éviter un divorce qu'aucun des deux pays ne peut souhaiter. Un échec de cette union aurait de fâcheuses répercussions au sein de la CEI et sur l'équilibre interne de la Fédération russe.

3^{ème} hypothèse : *l'union va devenir le noyau dur autour duquel vont se rattacher progressivement d'autres Etats pour former une confédération sur le modèle de l'Union européenne*

Souhaitable dans la mesure où elle suppose l'établissement à l'est de l'Europe d'un pôle de stabilité politique, prélude à l'émergence d'un partenaire économique viable. De tels ensembles existent ailleurs qu'en Europe et fonctionnent lorsque les Etats signataires sont déjà liés par la langue, la religion, les relations dynastiques, l'exploitation de richesses économiques et des contraintes stratégiques. Le meilleur exemple est donné par les Emirats arabes unis (EAU), qui réunissent tous les critères précités. Cette hypothèse présume aussi du succès de l'union initiale entre la Biélorussie et la Russie, donc de la réussite de la restructuration de l'économie biélorusse. Nous avons vu que la Biélorussie dispose d'un potentiel certain mais qu'elle devra passer par une phase douloureuse de réformes que le seul appui financier de la Russie ne permettra sans doute pas de réaliser dans la situation présente. Ceci implique donc une aide importante de la communauté internationale, dont l'Union européenne, pour permettre l'afflux des capitaux nécessaires. Or une telle aide risque fort d'être liée à une évolution du régime biélorusse vers un pluralisme politique plus conforme aux idéaux démocratiques défendus sur la plus grande partie du continent européen. De plus, comme le support juridique fourni est la CEI, une extension de l'union primitive à d'autres Etats membres prouvera la capacité à s'adapter et à survivre, donc la crédibilité, d'une organisation qui n'a pour l'instant pas démontré sa cohérence et encore moins sa cohésion.

Même si elle paraît encore très éloignée de toutes les conditions de sa réalisation, cette hypothèse ne peut néanmoins pas être exclue *a priori* car il faut se rappeler que le processus de construction d'une communauté puis d'une union européenne a été long et difficile. De plus il n'aurait peut-être pas été aussi réussi s'il n'avait pas concerné des pays reconstruits avec l'aide du Plan Marshall. On peut donc concevoir qu'il faille longtemps à l'union russo-biélorusse pour donner les résultats encourageants propices à son élargissement et à la constitution d'un ensemble comparable à l'Union européenne.

4^{ème} hypothèse : *cette confédération deviendra une nouvelle URSS*

Véritable cauchemar pour l'Occident, qui n'a pas oublié le spectre de la guerre froide en dépit de l'aspect rassurant car simplificateur dû à l'équilibre de la terreur, cette hypothèse est cependant la moins plausible. En effet l'une des raisons qui ont concouru à l'effondrement de l'Union soviétique, à savoir l'inaptitude du pouvoir central à maintenir une discipline de fer en période de crise économique, semble un aspect toujours présent au sein de l'actuelle Fédération de Russie des rapports entre un centre globalement impuissant et des régions souvent jalouses de leur autonomie ou abandonnées à leur triste sort. C'est pourquoi on a peine à croire que le processus décentralisateur s'inverse et conduise à resserrer les liens, non seulement des « sujets de la Fédération », mais encore d'Etats ayant pris goût à la souveraineté et ayant commencé à contracter d'autres relations avec des alliances régionales. Il faudrait pour cela la conjonction, bien improbable, de l'arrivée au pouvoir dans les différents Etats de partis prônant la renaissance de l'Union soviétique ou d'une organisation régionale aussi structurée. Si l'on met de côté la Biélorussie, qui semble seule pour l'instant à remplir cette condition, on voit mal où cela pourrait se produire. Le seul parti politique russe, actuellement représenté à la *Douma* (chambre basse du Parlement fédéral russe), capable de proposer une nouvelle Union n'est pas le Parti communiste (KPRF) mais le parti libéral démocrate (LDPR) du leader populiste Vladimir Jirinovski, sur une base doctrinale différente, il est vrai. Si ce dernier a fortement impressionné l'Occident, et continue de le faire

périodiquement dans l'enceinte du Conseil de l'Europe à Strasbourg, par ses propos peu nuancés, il ne recueille en Russie que peu d'échos si ce n'est ceux des rires provoqués par ses saillies à la Douma ou sur un plateau de télévision. Son parti a dépassé de justesse la barre des 5% pour être représenté à la chambre basse, et sa candidature personnelle aux prochaines élections présidentielles était encore récemment fortement compromise pour cause de fausse déclaration de patrimoine à la commission électorale. On peut donc écarter le risque de voir prochainement proposer aux électeurs russes un réel programme de résurrection de l'URSS. La Russie de l'an 2000 a certes oublié bien des illusions qui ont accompagné la disparition du régime soviétique mais pas au point de renier les acquis en terme de droits d'expression et d'association. En dépit des épreuves et de la perception d'une rupture des équilibres de la société, avec l'apparition d'une injustice sociale fondée non plus sur l'appartenance à un parti mais sur l'argent, la nostalgie à l'égard du passé n'est pas de nature à revendiquer la renaissance d'un système qui a causé tant de victimes. En revanche, le durcissement du régime, souvent sincèrement souhaité dans la population en vertu de la conviction selon laquelle la Russie a besoin d'un homme fort pour rétablir l'ordre, demeure une éventualité très envisageable. Cette conviction est centrée sur la restauration d'un niveau minimum de l'efficacité de l'Etat au service du citoyen et non sur une hasardeuse politique de puissance. L'indignation suscitée par la toute-puissance de l'Otan est inférieure à la volonté de vivre mieux au quotidien et, tant que la Russie conservera des institutions démocratiques, il est douteux que la quête d'hégémonie devienne la principale préoccupation des électeurs. C'est pourquoi, malgré toute la méfiance que peut générer la formation à l'est de l'Europe d'une alliance étroite d'Etats fondée sur des considérations d'ordre stratégique, il est anticipé d'y voir les prémices de la renaissance d'une organisation à l'idéologie conquérante.

En conclusion générale à cette étude, on peut qualifier d'inévitable le processus de rapprochement de la Biélorussie et de la Fédération russe car il répond à des impératifs stratégiques communs. Il n'est cependant pas irréversible puisqu'il procède d'une union entre Etats souverains qui conservent la possibilité de se rétracter. La différence entre les situations économiques, fondée sur une approche idéologique distincte, n'encourage pas à une intégration complète, surtout en période de crise pour les deux pays. La Biélorussie semble plus attachée à ce projet pour des motivations de politique intérieure, alors que la Russie y voit un intérêt stratégique plus immédiat. Cet écart dans les préoccupations, conjugué aux réticences perceptibles du côté russe à l'égard de l'effort prévisible de solidarité économique, laisse présumer du caractère limité de l'union qui fera de la Biélorussie un partenaire privilégié dans le domaine de la défense et de la politique étrangère.



Carte de la Biélorussie et des Etats voisins.